

2008

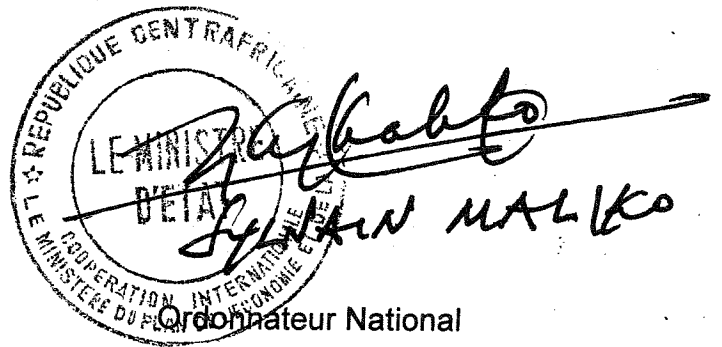
**RAPPORT ANNUEL CONJOINT**

**COOPERATION UE - RCA**

28 DEC 2009



Commission Européenne



Coordonnateur National



## **1. La performance du pays**

### **1.1 Mise à jour de la situation politique et de la gouvernance politique**

Du côté de la vie politique, l'année 2008 a permis de consolider les acquis de 2007 en termes de paix et de réconciliation nationale. Les négociations avec les différents groupes politico-militaires se sont soldées par la signature de l'Accord Global de Paix de Libreville sous les auspices de son Excellence, El Hadj Omar Bongo, le 21 juin. Le Gouvernement a, par la suite, pu s'atteler à l'organisation et la tenue du Dialogue Politique Inclusif (décembre) qui a connu la participation de quelques 200 personnes réparties entre six entités (hormis les observateurs internationaux) : majorité présidentielle, opposition démocratique, autres partis, société civile, pouvoirs publics, mouvements politico-armés. Ce Dialogue Politique a permis de recommander un certain nombre de mesures afin d'améliorer la gouvernance et l'Etat de droit, de mieux sécuriser le territoire et de développer le pays sur le plan socio-économique.

Parallèlement, si la situation sécuritaire ne s'est pas détériorée par rapport à 2007, elle est restée préoccupante en raison de la diversité des acteurs porteurs d'insécurité tels que les mouvements rebelles nationaux et étrangers, les coupeurs de route, les braconniers et les transhumants inciviques. En l'état actuel, les forces de défense et de sécurité n'arrivent pas à sécuriser l'ensemble du territoire et c'est pour cette raison que deux opérations militaires distinctes sont en place en RCA. La plus ancienne est la FOMUC (Force multinationale de la CEMAC), financée depuis fin 2004 par la France et la Commission européenne et dont le quatrième mandat a commencé le 1er janvier 2008. En juillet, cette Force est passée sous bannière CEEAC et s'appelle désormais MICOPAX, Mission de consolidation de la paix. Parallèlement à cette force, le 28 janvier 2008, le Conseil des Ministres de l'Union européenne a pris la décision officielle de lancer l'opération militaire de transition dans l'Est du Tchad et dans le Nord-Est de la République centrafricaine (EUFOR TCHAD/RCA). En menant une telle opération, l'UE inscrit son action dans le cadre d'une approche régionale, tel que souhaité par l'Union Africaine, en attendant que les Nations Unies prennent le relais.

La situation d'insécurité dans l'arrière-pays de la RCA n'a pas permis d'améliorer la situation humanitaire mais les interventions des ONG internationales l'ont stabilisée. La Commission européenne y a mis des volumes de fonds importants à travers les interventions d'aide humanitaire gérées par ECHO (dont un bureau a été ouvert à Bangui) et du programme d'accompagnement à la stabilisation du Nord-Est.

Les programmes RSS et DDR ont un prix cher quant à la sécurité du pays. Celui de la RSS ne devrait pas être reconduit après octobre 2009. Il est recommandé de faire le point sur ce programme avant automne. Géré par le Ministère de défense, il prévoit la mise en retraite de 700 militaires et le recrutement, par une équipe multidisciplinaire, de nouveaux militaires multiethniques conformément à l'Accord politique. Quant au DDR, il a connu du retard dans sa mise en place à cause du recommencement de la guérilla dans la région de Birao. Plusieurs financements ont été mobilisés. La CE envisage de mobiliser 4M d'Euros sur l'enveloppe B du FED pour construire des centres d'apprentissage et réinsertion économique et sociale pour les anciens combattants. Son dysfonctionnement risquerait de faire retomber le pays dans l'insécurité.

### **1.2 Mise à jour de la situation économique et de la gouvernance économique**

La situation économique du pays au cours de l'année 2008 a été caractérisée par la crise énergétique suite à des défaillances techniques survenues à la centrale hydroélectrique de Boali. Pendant plusieurs semaines, ces incidents ont occasionné de longues interruptions de courant qui se sont ajoutées aux délestages quasi permanents dans la capitale. Cette situation a

paralysé les activités économiques, obligeant les entreprises à se procurer des groupes électrogènes et, par conséquent, à répercuter ces coûts supplémentaires sur les prix.

En outre, la flambée des prix du baril de pétrole, au cours de l'été, sur le marché international et la crise alimentaire mondiale ont eu des conséquences sur le niveau des prix des produits de première nécessité dont le pays est importateur. Pour atténuer les conséquences sur les ménages, les autorités du pays ont pris des mesures pour réduire la TVA sur ces produits et renforcer le mécanisme de contrôle des prix.

Comme la plupart des pays en voie de développement dont l'économie repose essentiellement sur les exportations de matières premières, la République centrafricaine subit la crise de plein fouet avec la réduction des exportations des principales matières premières, notamment le bois (624 861 m<sup>3</sup> en 2006 et 499 976 m<sup>3</sup> en 2008) et le diamant (417 691 carats en 2007 et 371 474 carats en 2008), due à la baisse de la demande mondiale.

Par ailleurs, la situation économique de la République Centrafricaine se caractérise par une reprise de l'inflation avec un taux d'inflation à 8% en 2008 contre 1% en 2007 et un ralentissement de la croissance économique avec un taux de croissance du PIB réel de 2,5% contre 4,2% en 2007. Ce recul s'expliquerait (i) par la contraction de la consommation intérieure en liaison avec la baisse de la masse salariale d'environ 28% dans le secteur forestier; (ii) par la détérioration des revenus des paysans du fait des difficultés de commercialisation des cultures de rente (production de coton : 4517 tonnes en 2007, 3636 tonnes en 2008 ; production de café : baisse de 10% entre 2007 et 2008) et (iii) par la mévente des diamants des artisans miniers, liée à la baisse des cours de diamant et aux difficultés de financement des activités du secteur.

Ces tendances économiques sont un frein à l'amélioration des finances publiques constatée au cours des cinq dernières années et peuvent annihiler les efforts en cours, dans le cadre du remboursement des dettes intérieures et extérieures, alors que les indicateurs clés de la dette extérieure restent au-dessus des seuils admissibles pour plusieurs années encore.

La crise financière internationale augmente les risques d'illiquidité des banques centrafricaines, vu le niveau de leurs avoirs extérieurs, même si leur situation semble solide. Avec le ralentissement de la croissance économique, le revenu moyen annuel du Centrafricain devrait connaître une baisse estimée à 1,5%, avec un accroissement de la profondeur de la pauvreté, qui est élevée en RCA (62,4% de la population vivait avec moins de 1 USD par jour en 2003<sup>1</sup>).

En particulier, dans le secteur forestier, la mise au chômage déjà entamée avec la fermeture de certaines scieries entraînera une perte d'emplois massive. L'avenir du secteur forestier est sombre et la reprise n'est pas en vue à court terme. Par ailleurs, en forêt, certains chômeurs se sont transformés en chasseurs et accroissent ainsi la pression sur la faune. On note aussi que de nombreux défrichements sauvages ont débuté. Ces tendances compromettent les revenus légaux de la forêt, nuisent à l'aménagement forestier, ainsi qu'à l'image de marque de la République Centrafricaine à l'étranger.

---

<sup>1</sup> Source : Base de données des Nations Unies sur les objectifs du millénaire en date du 29/01/2009  
<http://unstats.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>

La crise financière internationale constitue un choc très important, à un moment où la République Centrafricaine a pris son envol dans la dynamique de lutte contre la pauvreté. Elle compromet les progrès appréciables enregistrés ces cinq dernières années et accentue les effets de la fluctuation « affolante » des prix du pétrole et de la crise alimentaire mondiale sur l'économie nationale. L'ensemble de ces effets affecte sérieusement l'équilibre des finances publiques et réduit considérablement les chances de faire reculer la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le ralentissement économique mondial entraîne inévitablement une baisse des échanges commerciaux pénalisant fortement les pays producteurs de matières premières comme la RCA. La dynamique du commerce extérieur de la RCA est caractérisée par sa forte dépendance vis-à-vis des pays européens et asiatiques surtout la France et la Chine qui sont ses principaux partenaires commerciaux. La concentration de ses exportations sur un nombre extrêmement réduit de produits (bois, diamant, coton et café) est un facteur d'exposition au risque de contagion par la crise.

Dans la situation actuelle, la mise en œuvre rapide des déclencheurs du point d'achèvement de l'IPTE semble la meilleure stratégie en vue de l'allègement de cette dette.

**Le budget et les dépenses prioritaires (DSRP) :** La RCA a adopté une nouvelle nomenclature budgétaire, opérationnelle avec le budget 2008. Cette nomenclature pourra prendre en compte les objectifs sectoriels du DSRP. Les priorités de dépenses à moyen terme du Gouvernement sont la santé, l'éducation, et les infrastructures; celles-ci sont reflétées dans l'évolution du budget, comme en atteste le tableau suivant. Il est à noter que la réduction des dépenses de personnel reflète un effort global d'assainissement de la fonction publique.

Tableau 1 - Comparaison des budgets 2007 et 2008 pour les dépenses prioritaires

	Budget 2007	Budget 2008	Variation
Dépenses de personnel	35,000	37,750	+ 7 %
Santé	3,462	2,984	-14 %
Education	8,803	8,078	- 8 %
Dépenses de biens et services	15,874	19,103	+ 20 %
Santé	3,026	4,146	+ 37 %
Education	2,158	2,581	+ 20 %
Dépenses d'investissement	35,578	43,250	+22 %
Santé	4,621	4,931	+ 7 %
Education	520	1,266	+143 %
Remboursement de la dette	26,063	22,319	- 14 %

Source : Ministère des Finances

**La procédure budgétaire :** elle était jusqu'à ces dernières années assez directive et simpliste, impliquant peu les Ministères et l'Assemblée Nationale et évitant les étapes habituelles de liquidation et d'ordonnancement. La réforme récente de la GFP a inclus une meilleure harmonisation et transparence du processus budgétaire en considérant l'importance de l'implication des Ministères dans la préparation budgétaire, ainsi que de l'Assemblée Nationale au niveau du vote. Elle a inclus également les étapes habituelles du processus de suivi budgétaire que sont l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement avec séparation de l'engagement et de l'ordonnancement, ainsi que du paiement.

Un ensemble de décrets a été pris dans ce sens et les réformes entreprises au niveau de l'informatisation de la chaîne des dépenses vont unifier la procédure budgétaire pour aboutir à un vrai rapport budgétaire réconciliable avec les données du Trésor.

**La gestion de la dette :** La RCA a atteint en septembre 2007 le point de décision dans l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et a conclu en avril 2007 un accord avec les créanciers du Club de Paris. La RCA a ainsi entamé un processus de rééchelonnement de sa dette extérieure. A la fin décembre 2006, elle atteignait 1,1 milliards \$, dont 686 millions dus à des créanciers multilatéraux, 72 millions aux créanciers du Club de Paris et 329 millions à ses créanciers hors Club de Paris.

**Le cadre des dépenses à moyen terme :** il n'existe pas, à ce jour, de cadre des dépenses à moyen terme en RCA. La procédure budgétaire est annuelle, mais dans le cadre des nouvelles actions entreprises au niveau du DSRP, une dizaine de cadres ont été formés à la méthodologie d'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et un groupe de travail CDMT a été mis en place. De plus, la nouvelle nomenclature budgétaire unifiée a été adoptée pour le budget 2008, enfin la réforme de l'appareil de planification avec l'appui du PARCPE est en cours (processus de programmation et de suivi-évaluation).

**Plusieurs documents réalisés en 2007 et 2008 pointent les faiblesses de la Gestion des Finances Publiques du pays :** une Evaluation de la GFP (CFAA effectué par la BM - AFTM en octobre 2007), un rapport de monitoring de la GFP de la RCA effectué par la Délégation de la CE pour l'année 2007 et un PEFA (rapport provisoire) effectué en janvier 2008.

Ce dernier document PEFA est particulièrement alarmant puisque sa notation est très mauvaise (23 D sur 27 indicateurs de performance analysés). Le document identifie les dysfonctionnements importants suivants : (i) l'absence de rapports d'exécution budgétaire, hormis les TOFE très agrégés, ce qui compromet gravement la crédibilité du budget ; (ii) la multiplicité des comptes de trésorerie auprès de la BEAC, mais aussi des banques commerciales, compromet le principe d'unicité du budget ; (iii) une gestion de trésorerie à très court terme ; (iv) la faiblesse des contrôles internes et externes ; (v) l'absence de perspective à moyen terme et de politiques sectorielles quantifiées. Il indique également que les FP fonctionnent encore sur des textes et procédures anciens et non adaptés (nomenclature budgétaire et comptable...).

Il convient cependant de souligner que le PEFA 2008 s'appuie sur des données de 2007, dont un certain nombre sont à revoir à la lumière des récentes évolutions.

Dans le cadre des déclencheurs pour l'atteinte de point d'achèvement de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPTE) prévue pour le mois de juin 2009, le pays s'est doté d'un Comité de pilotage et du secrétariat permanent de l'**Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**. Une première réunion s'est tenue au mois de septembre 2008 pour valider le plan d'action triennal du secrétariat technique. L'objectif visé par l'ITIE est de renforcer la transparence des paiements et des revenus du secteur des industries extractives dans les pays fortement dépendants de ces ressources. L'Initiative s'appuie sur la conviction partagée que l'usage prudent des richesses en ressources naturelles peut potentiellement servir de fondement à la croissance et au développement économique et durable.

En ce qui concerne le **commerce et les Accords de Partenariat Economique** avec l'UE, l'on note que la RCA est encore en train de concerter sa position avec les autres pays de la région, sauf le Cameroun qui a signé un APE fin décembre 2007. Une étude sur l'impact fiscal-douanier de l'APE en RCA a été réalisée en septembre 2008 (sur la base de l'accord conclu avec le Cameroun) et a plutôt encouragé les autorités dans la négociation d'un accord

régional. Au niveau des relations avec le secteur privé en RCA, l'appui du Cadre Intégré en 2008 a permis de préparer les élections du Bureau de la Chambre de Commerce (début 2009) et de préparer une table ronde sectorielle sur le commerce en RCA (début 2009). Dans le secteur des investissements, l'on note que des différends ont opposé le Gouvernement centrafricain à des investisseurs étrangers dans les secteurs miniers et des hydrocarbures.

### 1.3 Misc à jour de la situation de la pauvreté et de la situation sociale

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) a été validé fin de l'année 2007 et est maintenant à la base des diverses stratégies sectorielles en cours d'élaboration.

La *situation sociale* se dégrade régulièrement depuis une dizaine d'années et le pays s'éloigne plutôt des Objectifs du Millénaire pour le Développement qu'il ne s'en rapproche. En effet, depuis la fin de l'année 2008, la RCA occupe la 178<sup>ème</sup> place sur les 179 pays listés dans l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD<sup>2</sup>. Pendant la période 2000-2006, l'IDH en RCA tend à se détériorer. Par ailleurs, le niveau de chacun des indicateurs est systématiquement moins bon que la moyenne des pays les moins avancés.

La *pauvreté monétaire* est passée de 62% en 1993 à 71% en 2003<sup>3</sup>. Une forte proportion (56%) de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins alimentaires de base. Cette situation est plus sévère pour les femmes et en milieu rural. En ce qui concerne *l'évolution démographique*, en 2008, l'estimation de la population est de la RCA comptait 3.895.139 habitants dont 50,2 % de femmes et 49,8 % d'hommes<sup>4</sup>. Cette population est jeune — 49,4 % a moins de 18 ans — et a augmenté de 2,5 % par année entre 1988 et 2003. 62 % des centrafricains vivent en milieu rural, mais la population urbaine s'est accrue de 44% durant la période intercensitaire 1988-2003. La natalité baisse en RCA depuis 15 ans. Le taux de natalité est passé de plus de 45 ‰, entre 1975 et 1988, à 39 ‰ actuellement et l'écart entre milieux urbain et rural se creuse. La fécondité reste élevée avec un taux de 5,1. Les femmes constituent une couche de la population souffrant d'une double vulnérabilité du fait de la précarité de leurs conditions d'existence (tous les indicateurs les concernant sont au rouge) et des inégalités par rapport aux hommes (elles accusent des retards dans presque tous les domaines).

Concernant *la santé publique*, le taux de mortalité (22 ‰) en RCA est le plus élevé de la sous-région Afrique Centrale. En vingt ans, l'espérance de vie à la naissance a reculé de plus de 10 ans pour se situer en 2003 à 40 ans pour les hommes et à 46 ans pour les femmes. En 2007, le taux de mortalité infantile était de 113 pour mille<sup>5</sup>, le taux de mortalité infanto juvénile à 172 pour mille<sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> Mise à jour 2008 des données statistiques concernant l'indice de développement humain. Source : <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/acceder/idh2008/>

<sup>3</sup> 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH).

<sup>4</sup> 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH).

<sup>5</sup> En guise de comparaison, le taux de mortalité infantile pour l'ensemble des pays les moins avancés était de 84 pour mille en 2007. Source Base de données UNICEF ([http://www.unicef.org/french/infobycountry/car\\_statistics.html#62](http://www.unicef.org/french/infobycountry/car_statistics.html#62))

<sup>6</sup> En guise de comparaison, le taux de mortalité infanto juvénile pour l'ensemble des pays les moins avancés était de 130 pour mille en 2007. Source Base de données UNICEF ([http://www.unicef.org/french/infobycountry/car\\_statistics.html#62](http://www.unicef.org/french/infobycountry/car_statistics.html#62))

Le taux de mortalité maternelle est estimé à 1355 sur 100.000 naissances vivantes. La morbidité est dominée par le paludisme (38%), le VIH/SIDA (prévalence 6,2%<sup>7</sup>), et la tuberculose (Prévalence estimée : 425 cas pour 100.000 habitants<sup>8</sup>). A cela s'ajoutent d'autres endémies comme l'onchocercose — en 2006, 1 601 059 personnes vivaient en zone d'hyper endémie pour l'onchocercose —, la lèpre (1,15 cas pour 10 000 en 2003), la bilharziose — en 2007, l'OMS considère que 434.274 personnes pourraient être infectées par la bilharziose sur 3 691 325 personnes à risque) et la trypanosomiase humaine africaine dont plusieurs foyers sont en situation épidémique.

En 2008, malgré les campagnes de vaccination massives et répétées, le pays a présenté une situation considérée comme épidémique envers la poliomyélite. Par ailleurs, la RCA a aussi présenté une épidémie de fièvre jaune, d'hépatite E, de rougeole et de méningite cérébrospinale.

Outre les problèmes liés à l'état de santé des populations, il faut signaler la dégradation de la performance du système de santé. Cependant, il faut noter certaines réussites telles que la montée du taux de vaccination DTC au-delà de 80% en 2007 (un des déclencheurs PPTE), performance reconnue par la communauté internationale.

En ce qui concerne le secteur de l'éducation, les conditions d'alphabétisation se dégradent depuis 20 ans. La situation en 2007 se caractérise au niveau du primaire par un taux net de scolarisation de 51,4% et un taux d'achèvement de 31%. Le taux d'alphabétisation pour les personnes de 15-24 ans est de 45,7% chez les garçons et 25,9% chez les filles. La situation est encore plus grave en milieu rural. Il faut noter que la stratégie sectorielle pour l'éducation du gouvernement bénéficie des Fonds catalytiques de l'initiative *Fast Track – L'Education pour tous*, depuis la fin de l'année 2008.

L'accès aux infrastructures routières reste très faible, avec une densité de routes revêtues égale à 0,17 Km pour mille habitants. De même, seuls 7,8% de ménages ont accès à l'électricité.

Le DSP-PIN du 10<sup>ème</sup> FED pour le pays prend en compte les éléments ci-dessus en s'inscrivant dans une logique LRRD (Linking Relief, Réhabilitation and Développement) par la prise en charge de la stratégie gouvernementale des **Pôles de Développement** telle que décrite dans le DSRP : des centres urbains secondaires faisant l'objet d'interventions dans un large éventail de secteurs, qui incluent les infrastructures, le développement rural (microréalisations), et la relance des systèmes de productions, les secteurs sociaux, eau et assainissement, justice/police, gouvernance locale, et la culture. Précédés par des interventions des instruments européens comme le programme de sécurité alimentaire et, dans certains cas l'aide humanitaire (ECHO), cette approche vise à atteindre une masse critique d'interventions sur un nombre limité de sites bien ciblés (regroupant plus de 30% de la population du pays), afin d'y faire redémarrer le développement socio-économique dans une situation post-crise.

#### 1.4 Mise à jour de la situation environnementale

Les données disponibles suggèrent que les pressions environnementales en RCA sont actuellement faibles. La densité de la population de la RCA, qui est de sept habitants par km<sup>2</sup>,

<sup>7</sup> Enquête MICS 2006

<sup>8</sup> Il s'agit de l'estimation pour l'année 2007. La prévalence de la tuberculose était estimée à 318/100.000 en 1990 et à 574 en 2004. Source : Base de donnée « Global Health Atlas » de l'OMS.  
<http://apps.who.int/globalatlas/DataQuery/default.asp>



situe le pays au septième niveau mondial le plus faible. C'est aussi en partie à cause de la pauvreté et des faibles investissements en capital humain que les dégradations environnementales sont relativement faibles. Les principaux risques de santé environnementale en RCA sont liés à l'accès inadéquat à l'eau potable et à l'exposition à la pollution de l'air, suite à l'utilisation domestique des carburants solides. Ceux-ci représentent ensemble plus de 9% de la charge totale de la maladie.

Le secteur forestier représente le plus grand secteur de l'économie formelle après l'administration. Il est relativement bien encadré. Grâce, entre autre, à la coopération française, presque toutes les concessions forestières sont dotées d'un plan d'aménagement, afin de garantir une exploitation durable. Néanmoins, la communauté internationale doit veiller à ce le processus d'attribution de nouveaux permis soit transparent et que la durabilité de l'exploitation des ressources soit respectée.

Actuellement la crise financière mondiale fait que le secteur forestier souffre d'une chute de la demande, qui met en danger tout le secteur, y compris l'exploitation durable. Le pays a indiqué son intérêt pour le processus FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade) par l'introduction, fin mars 2009, d'une demande officielle, suite à un atelier national de présentation, de décembre 2008, avec le secteur privé, la société civile, l'administration et DEV B2. La séance d'ouverture aura lieu en octobre 2009 à Bangui. Il devient donc impératif d'utiliser la MTR pour inscrire l'accompagnement financier de ces négociations (besoins estimés : 4M€), les moyens financier environnementaux ayant été attribués au projet ECOFAUNE.

A travers la CEMAC, la RCA participe également au projet AMESD (African Monitoring of the Environment for Sustainable Development). Financé en partie par l'UE, le programme AMESD en Afrique Centrale ([www.amesd.org/CEMAC](http://www.amesd.org/CEMAC)) est mis en œuvre par la CICOS et vise à développer un système de suivi des ressources en eau du bassin du Congo. Des stations thématiques de réception satellitaire développées par EUMETSAT vont être installées au siège de la CICOS et dans les Etats de la région. La Commission et les Etats travailleront en réseau thématique pour analyser des données d'altimétrie radar de la hauteur de l'eau, des précipitations, de l'humidité du sol et de la couverture végétale (Evapotranspiration), afin de mieux suivre les conditions de navigation et le bilan hydrologique du bassin (cycle de l'eau) et développer des services d'information à destination des navigants et des décideurs environnementaux.

## **2. Revue de la coopération passée et présente**

### **2.1 Rapport sur les performances financières du FED**

En 2008, les engagements globaux se sont élevés à 27 M€, soit 57% de ce qui était prévu. En effet, les Conventions de Financement intitulées « Appui a la Stabilisation macro-économique de la RCA - ASERCA II », « Programme de Microréalisations – PMR II » et « Facilité de Coopération Technique - FCT III » ont été signées par la commission en fin d'année 2008. Par contre, les fiches d'action des projets « Réhabilitation des Secteurs de la Justice et de la Police en RCA – RESEJEP » (10M€) et « Appui au Développement Urbain en RCA » (10M€) ont été rejetées au QSG et seront représentées dans le programme d'action annuel 2009, malgré la qualité de leur préparation.

De très bons résultats ont été obtenus en ce qui concerne les **paiements** (17,7 M€, soit 139% des objectifs pour fin 2008). Concernant les **engagements individuels** 71% (16,2 M€) des objectifs ont été atteints, ce qui confirme à nouveau les difficultés à contractualiser.

Le total des engagements globaux en cours au 31/12/2008 s'élève à 186 308 363 €, le reste à contracter (RAC) s'élève à 92 194 775 € et le reste à liquider (RAL) s'élève à 105 889 434 (voir annexe 04).

Les degrés élevés du RAC (49% des engagements globaux réalisés) et du RAL (57% des engagements globaux réalisés) s'expliquent par le fait que :

- (i) les trois Conventions de financement du 10<sup>ème</sup> FED (28M€) ont été engagées à la fin de l'année 2008 et qu'aucun engagement individuel n'a donc pu être réalisé ;
- (ii) plus de la moitié du 9<sup>ème</sup> FED a été engagée entre décembre 2006 et décembre 2007 (80,600M€) et, parmi les projets engagés, les trois projets « Secteur Routier Appui Institutionnel et Désenclavement » (SRAID - 55M€), « Amélioration des Soins de Santé de Base dans les régions sanitaires 1 et 6 » (ASSB - 9,5 M€) et « Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED » CAONF II (2M€) n'ont réalisé qu'un montant cumulé d'engagements individuel de 4 632 061,83 €, en raison de grosses difficultés dans le processus de contractualisation.

En ce qui concerne le projet ASSB, les engagements individuels qui se réaliseront en 2009 couvriront plus de 50% de l'engagement global tandis que pour la CAONF II, ils couvriront plus de 80%.

En fait, le plus gros problème concerne le marché de travaux de 40 M€ pour la route Bouar Fambélé car la date N+3 se situe en novembre 2009.

10ème FED	2008				
	Allocation indicative	Engagements globaux prévus (EGP)	Engagements globaux réalisés (EGR)	Réalisé/prévu	Déboursments réalisés
	en millions d'Euro	en millions d'Euro	en millions d'Euro	EGR/EGP	montant
Gouvernance démocratique, réhabilitation socio-économique et financière - Pôles de Développement	72,500	17,000	7,000	41%	0,000
Services publics dans les pôles de développement/gouvernance local	40,000				
Justice, police	10,000	10,000			
Microréalisations	7,000	7,000	7,000		0
Economie rurale	8,000				
AT au Ministère des Finances & du Budget	3,500				
Gouvernance: Elections 2010	4,000				
Infrastructures et désenclavement	19,500	10,000	0,000	0%	0,000
Appui secteur transports	9,500				
Infrastructures urbaines publiques	10,000	10,000			
Appui budgétaire	34,000	17,000	17,000	100%	0,000
Appui budgétaire	34,000	17,000	17,000		0
Hors concentration	11,000	4,000	4,000	100%	0,000
Appui à l'ON	3,000				
Facilité de Coopération Technique	4,000	4,000	4,000		0
Environnement	4,000				
TOTAL enveloppe A	137,000	48,000	28,000	58%	0,000
Total enveloppe B					
Total PIN	137,000	48,000	28,000	58%	0,000

## 2.2 Rapport sur l'appui budgétaire général et sectoriel

Les décaissements au titre de l'appui budgétaire en 2008 se sont inscrits dans le cadre de la convention RAMICA : il s'agissait d'un appui budgétaire ciblé. Le décaissement a consisté à rembourser des dépenses sociales (salaires) déjà payées, sur la base d'un audit *ex ante* des masses salariales. Il convient de souligner que, la justification des conditions d'éligibilité s'est révélée ardue compte tenu de la publication du rapport provisoire PEFA en janvier 2008, dont les conclusions se sont révélées sombres. Une évaluation contradictoire a été conduite par une équipe d'experts européens recrutés à cet effet et a permis de relativiser ce tableau, en prenant notamment en compte les évolutions positives récentes prises par le Gouvernement. Le décaissement 2008 s'est ainsi élevé à 3 880 697.69 € et a été réalisé en juillet 2008.

L'année 2008 a été également l'occasion de procéder à l'identification et à l'instruction du programme d'appui budgétaire au titre du 10<sup>ème</sup> FED (ASERCA II). La conception du nouveau programme d'appui budgétaire a été l'occasion d'échanges fructueux entre la Délégation et l'administration des finances. Il en résulte que le programme ASERCA II est conçu comme un appui budgétaire non ciblé, avec des indicateurs de performance liés aux progrès dans la réforme des finances publiques. La préparation de ce programme a permis également aux bailleurs représentés sur place (FMI, Banque Mondiale, France) de renforcer leur coordination et complémentarité. Un Comité de suivi des bailleurs sur les finances publiques a ainsi été créé, il s'est réuni régulièrement pour permettre d'évaluer conjointement la situation.

## 2.3 Les projets et programmes dans les domaines focaux et non-focaux

### 2.3.1 La contribution aux performances du pays des projets et programmes dans le(s) domaine(s) de concentration du DSP

#### 9<sup>ème</sup> FED

En ce qui concerne le transport, premier secteur de concentration du 9<sup>ème</sup> FED, il faut noter les **difficultés** que rencontre la mise en œuvre des projets d'infrastructures, parmi lesquelles, on peut citer le **nombre limité d'entreprises de BTP** prêtes à travailler dans le pays et les **faiblesses du secteur public** dans un pays sortant de crise. Cette situation explique en bonne partie les difficultés de contractualisation rencontrées dans le domaine du transport fluvial (construction d'un slipway) et dans la réhabilitation de la Route nationale 3 (RN3) Bouar Fambélé dans le cadre du projet SRAID.

Sur 232 km prévus, le projet de **réhabilitation de la route en terre** Berbérati-Nola-Bayanga, financé par le fonds Stabex dans une zone d'exploitation forestière dans le sud du pays, en a achevé 145, en raison de l'augmentation du prix des matériaux de base et d'un budget insuffisant.

Dans la ville de Bangui, les travaux d'**assainissement**<sup>9</sup>, à travers une approche de travaux à haute intensité de main d'œuvre, se déroulent de manière satisfaisante. La réfection des **voiries urbaines (Boganda et Koudoukou environ 8 Km)**<sup>10</sup> s'est achevée de manière plus

<sup>9</sup> Résultats du monitoring 2008 : Pertinence et qualité de la conception : B ; Efficience de mise en œuvre : B ; Efficacité : B ; Impacts attendus : B ; Viabilité potentielle : B.

<sup>10</sup> Résultats du monitoring 2008 : Pertinence et qualité de la conception : B ; Efficience de mise en œuvre : C ; Efficacité : C ; Impacts attendus : C ; Viabilité potentielle : C

mitigée. Il faut noter l'importance d'un bon accompagnement social concernant la sécurité, les décasements et le relogement des concernés pour ce type de projet.

Dans le cadre du projet SRAID, les Assistances Techniques au Fonds d'Entretien Routier et à l'Office National du Matériel sont en cours, mais il est trop tôt pour évaluer leur rôle.

Le projet **Appui à la Réforme du Ministère des Finances (ARéMiF)** a fait de la Commission européenne l'un des fournisseurs les plus importants d'assistance technique dans le domaine des réformes des finances publiques en RCA. Si l'assistance technique fournie par les experts longs termes et court terme est généralement très appréciée, l'on note des problèmes en ce qui concerne la vitesse et la rigueur d'exécution des devis-programme, ce qui affecte en particulier les objectifs d'investissement, d'informatisation et de réhabilitation du projet. S'il est clair que le projet répond à des besoins évidents, il est également clair qu'il ne résoudra jamais à lui seul les énormes problèmes de gestion des finances publiques du pays, qui, en dépit de leur persistance, trouveront solution dans la détermination du Gouvernement à poursuivre les réformes engagées dans la perspective de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Ceux-ci nécessiteront une continuation des efforts des divers bailleurs qui interviennent dans le domaine (la Commission, la France, la BM et le FMI) en complément aux efforts de la partie nationale. A ce stade, les résultats de ce projet sont assez mitigés<sup>11</sup>. L'évaluation à mi-parcours du projet a souligné la nécessité d'une plus grande implication du bénéficiaire pour une meilleure appropriation, ainsi qu'une meilleure coordination entre les partenaires impliqués. La nécessité de formuler un plan stratégique de réforme des finances publiques comme cadre général de référence a également été souligné.

### **10<sup>ème</sup> FED**

Au niveau de la préparation des Pôles de Développement (noyau stratégique de la programmation), le lancement des monographies sur les pôles de développement 10<sup>ème</sup> FED a été retardé par l'absence durable d'un point focal au gouvernement centrafricain jusqu'à la nomination de Mme Marie Reine Hassen, le 28 novembre, au poste de Ministre délégué à la Présidence de la République en charge du développement régional. Cette question avait été rappelée à de nombreuses reprises par les services de la Commission y inclus lors d'un entretien avec Louis Michel et les autorités centrafricaines.

La Convention de contribution pour la réalisation de monographies sur les pôles de développement par UN Habitat a été signée le 3 décembre 2008. Après plusieurs mois de discussions, le 24 décembre l'Ordonnateur National a confirmé par écrit la disponibilité des bureaux pour les équipes d'UN Habitat. L'équipe d'UN Habitat n'est arrivée en Centrafrique qu'à la fin du mois janvier 2009. Une conséquence immédiate de ces retards est que dans le plan d'action annuel 2009, l'enveloppe PDD a été réduite à 29.5 millions € dans une première phase.

Outre la préparation du projet pôle de développement, les projets PMR2, ASERCA 2, RESEJEP et développement urbain ont été préparés pendant l'année 2008.

Le maintien de la gouvernance démocratique/PDD, infrastructures et désenclavement, comme secteurs de concentration, est pertinent. Néanmoins, il faut s'assurer que certaines priorités telles que la sécurité alimentaire/agriculture et le changement climatique soient pris en compte. En effet, il est moins évident que les appuis prévus dans le cadre des PDD permettent de redynamiser l'agriculture et par conséquent améliorer la sécurité alimentaire même si le

---

<sup>11</sup> Résultats du monitoring 2007 : Pertinence et qualité de la conception : C ; Efficacité de mise en œuvre : C ; Efficacité : B ; Impacts attendus : B ; Viabilité potentielle : B.

désenclavement faciliterait l'écoulement des produits agricoles (si les pistes rurales sont réhabilitées).

Quant au changement climatique, il est important d'en mesurer l'impact et d'en déduire des propositions d'actions au plan national.

### **2.3.2 Les résultats de développement obtenus par les projets/programmes dans les domaines hors concentration**

En ce qui concerne l'**environnement**, le projet ECOFAC phase IV a démarré au deuxième semestre 2007 et comprend des activités de préservation forestière dans le sud de la RCA et de lutte contre le braconnage dans le Nord. En autres difficultés, le projet a souffert de la lourdeur des procédures, de la situation sociale et politique tendue et de l'insécurité dans les zones d'interventions, de la faible appropriation du projet par les autorités et de la défaillance du consortium qui gère l'assistance technique dans son rôle de « backstopping ». Les activités centrées sur la lutte anti-braconnage entraînent parfois des confusions et des perceptions négatives par les populations et les autres intervenants dans les zones. A l'actif du projet, on peut mentionner la reprise de la lutte anti-braconnage, la redynamisation des zones cynégétiques villageoises ZCV, la réfection des bases Ecofac et l'entretien des pistes.

Le **Programme de Microréalisations** s'est achevé le 31/12/2008 avec succès, malgré un dépassement budgétaire dans le DP4. 89 microprojets sur les 100 prévus ont été réalisés. Le projet a une très grande visibilité dans les régions cibles comme à Bangui et a permis de faire une vraie contribution à la revitalisation économique et sociale de l'arrière pays. Le programme a permis de tirer des enseignements importants pour la préparation du deuxième programme de microréalisations (PMR2) qui sera mis en œuvre dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED.

En ce qui concerne le projet d'**Amélioration des soins de santé de base** dans les régions sanitaires 1 et 6 » (ASSB), l'année 2008 a été dédiée à la mise en place de la cellule d'appui à la régulation du système de santé (CNARSS). L'assistance technique de démarrage s'est achevée en décembre 2008. Elle a permis de faciliter la préparation des DAO pour le recrutement de l'AT long terme et des experts pour l'évaluation, ainsi que le dossier d'appel à propositions pour le recrutement des Organes de Canalisation de Fonds (OCF). Les réflexions thématiques ont abouti à un résultat mitigé. Par ailleurs, l'assistance technique, les évaluateurs et les OCF n'ont pas pu être mobilisés avant la fin de l'année.

Après un démarrage difficile, le projet **Aide aux enfants en difficultés**<sup>12</sup> a atteint sa vitesse de croisière et s'est fermement installé dans l'arrière pays. Le projet a une grande visibilité dans des régions oubliées et atteint la population ciblée de manière satisfaisante.

La **Facilité de Coopération Technique (FCT I et II)** s'est poursuivie en 2008 et continue d'être un instrument clé qui a permis en 2008 la mobilisation relativement rapide d'experts pour des études, pour l'instruction de projets et pour des appuis techniques ponctuels, comme par exemple un deuxième appui à l'ON entre mars et décembre 2008. Par ailleurs, l'utilisation de la FCT en 2008 a aussi été marquée par la préparation des projets 10<sup>ème</sup> FED, notamment les Pôles de Développement (convention de contribution avec UN habitat), le PMR II, ASERCA II, et l'étude relative à l'évaluation des actions des organisations non gouvernementales intervenant en RCA dans l'optique d'un renforcement de leurs capacités d'intervention.

En général, de nombreuses difficultés se posent par le fait que la **cellule d'appui à l'Ordonnateur National** du FED (CAONF) n'est toujours pas au complet, depuis la fin du

<sup>12</sup> Résultats du monitoring 2008 : Pertinence et qualité de la conception : A ; Efficacité de mise en œuvre : B ; Efficacité : B ; Impacts attendus : B ; Viabilité potentielle : C.

projet Appui à l'Ordonnateur national du FED (8 ACP CA 25) en juin 2006. Elle a, néanmoins, pu jouir d'une deuxième assistance technique temporaire d'une personne entre mars et décembre 2008. En dépit des efforts reconnus de la CAONF actuelle, constituée de trois cadres nationaux, la Délégation de la Commission est très fréquemment sollicitée par les services gouvernementaux en ce qui concerne l'instruction des projets, le suivi quotidien de ceux-ci, le reporting sur la coopération, et la préparation et le suivi des nombreux appels d'offres qui font suite à la reprise pleine et entière de la coopération en 2005. Le nouveau projet CAONF verra le jour pendant le deuxième semestre 2009 à cause des retards pris dans l'appel d'offres et des contraintes de procédure en cours pour le contrat de service d'assistance technique.

### 2.3.3 Les résultats obtenus dans l'appui aux Acteurs non étatiques (ANF)

Les interventions menées dans le cadre de l'appui aux Acteurs non étatiques sont essentiellement liées à la mise en œuvre des projets dans le cadre du PMR et des lignes budgétaires CDC, ONG PVD, ANE-AL et sécurité alimentaire. La participation à l'inauguration des microréalisations, au lancement des projets mis en œuvre dans le cadre des lignes budgétaires et aux comités de pilotage de ces derniers sont des occasions privilégiées pour rappeler non seulement le rôle des ANE dans la stratégie de l'UE, mais aussi évaluer les résultats atteints par ces différents projets. Au fil des années, on note une meilleure connaissance des instruments de la CE et des procédures à suivre pour l'obtention de subventions et la gestion des projets. La délégation met un accent particulier sur des rencontres régulières avec les ANE, soit lors de séances d'information / formation, soit en bilatérale.

### 2.4 Autres coopérations (max 2 pages)

Les 20 projets contractualisés dans le cadre des lignes budgétaires thématiques **Coopération décentralisée** (2005 et 2006), **cofinancement des ONGs** (2003, 2004 et 2006) et **maladies liées à la pauvreté** (2004) ont fait des contributions importantes dans des domaines aussi divers que les droits de l'homme, les media, la microfinance, la lutte contre le VIH/SIDA, la pisciculture, la riziculture et le renforcement des capacités de diverses organisations de la société civile centrafricaine.

Par ailleurs, à la fin de l'année 2008, 7 projets ont été contractualisés dans le cadre de la ligne budgétaire thématique **acteurs non étatiques et autorités locales** et 6 projets dans le cadre de la ligne budgétaire thématique **sécurité alimentaire**. La plupart de ces interventions se situe dans les pôles de développement.

La RCA fait l'objet d'un nombre important d'interventions **humanitaires** financées par ECHO qui ont justifié l'ouverture d'un bureau à Bangui en juillet 2008. Des actions dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau et assainissement, de la santé, de la protection, de l'éducation, et de la distribution des biens et services non alimentaires (non-food items) sont mises en œuvre dans le nord du pays par une dizaine d'ONG et d'organisations internationales (CICR, UNICEF,). Il s'agit d'actions d'une durée moyenne de 12 mois. L'enveloppe totale des interventions ECHO s'élève à 7,8 millions d'euros.

Toujours dans le cadre de l'aide humanitaire, le Programme d'accompagnement à la stabilisation dans le Nord-Est de la RCA, en parallèle à l'intervention militaire EUFOR TCHAD/RCA réalise des activités dans le secteur de la santé, dans le secteur de l'éducation et des routes. La contractualisation de ce programme s'est achevée au cours du troisième trimestre 2008. Les activités sont en phase de démarrage.

Dans le cadre de l'instrument de stabilité, trois projets ont démarré en 2008. il s'agit d'un projet d'appui à la conciliation nationale et à la prévention des conflits en RCA, d'un projet conjoint UE/PNUD qui fournit une équipe d'experts en charge d'appuyer le processus de réforme du secteur de sécurité et d'un programme de soutien à des mesures visant à atténuer les effets sociaux de restructuration des forces armées en RCA

Sur la **Facilité de l'eau** (assainissement et accès à l'eau), la Croix Rouge Française (CRF)<sup>13</sup> et l'UNICEF coordonnent les travaux dans les villages situés dans les préfectures de la Kémo, de la Nana-Gribizi et de l'Ouham. Ces projets subissent les contraintes liées à la faiblesse des intervenants (Unicef et CRF) et à leurs procédures internes, ainsi que du manque d'entreprises spécialisées en hydraulique.

#### **Facilité énergie / projet CEMAC Projet régional, financé par Budget (thématique)**

Les activités ont démarré en juillet 2008. On note (i) des écarts considérables entre les pays de la région dans le fonctionnement du secteur énergie, (ii) de très faibles capacités de production, de distribution et de commercialisation d'énergie, (iii) la multiplication des branchements illégaux. De nouveaux branchements électriques ont été réalisés dans les zones périurbaines, et une inventurisation du potentiel de production durable d'énergie dans la région est disponible.

### **2.5 Politique de cohérence pour le développement - PCD (max 1 page)**

Parmi les 12 domaines politiques de l'UE<sup>14</sup>, les domaines suivants font l'objet direct de la coopération et du dialogue entre la RCA et l'UE:

- Commerce: la RCA pourrait être un bénéficiaire potentiel des Accord de Partenariat Economique (APE) sur lesquels les négociations avec l'UE sont surtout menées dans le cadre régional de la CEMAC + RD Congo et Sao Tomé et Príncipe), si ses capacités en matière d'infrastructure de base et de production sont améliorées. C'est dans ce cadre-là, que la RCA a été bénéficiaire des appuis UE aux négociations APE. La RCA marque sa préférence pour un APE conclu avec l'UE dans le cadre de la configuration Afrique centrale ci-dessus. L'on note cependant que, en dehors de ce cadre multilatéral, le dialogue entre l'UE et la RCA sur le commerce reste fort limité, notamment au vu des volumes de commerce bilatérale extrêmement modestes;
- l'Environnement: la RCA est bénéficiaire du projet régional ECOFAC financé par le FED;
- Migration: pas d'activité en 2008
- Sécurité : le financement depuis 2004 de la Force Multilatérale de la CEMAC par les fonds du FED, ainsi que les appuis militaires en coopération technique entre la France et la RCA font que la sécurité dans le pays et dans la région est l'objet d'un dialogue régulier entre la RCA et l'UE (la France (Présidence locale UE) et la

<sup>13</sup> Résultats du monitoring 2008 : Pertinence et qualité de la conception : C ; Efficience de mise en œuvre : C ; Efficacité : C ; Impacts attendus : C ; Viabilité potentielle : C

<sup>14</sup> Les 12 domaines politiques sont: le commerce, l'environnement, le changement climatique, la sécurité, L'agriculture, la pêche, la dimension sociale de la mondialisation, l'emploi et le travail décent, la migration, la recherche, la société informatique, le transport et l'énergie. Pour de plus amples renseignements voir les Conclusions du Conseil du 15.12.2007 basées sur la communication COM (2007)545 du 20.09.2007, et: [http://ec.europa.eu/development/ICenter/Publications/descript/pub12\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/development/ICenter/Publications/descript/pub12_en.cfm)

## ANNEXE 1. TABLEAU «UN APERÇU DU PAYS»

### I. Les indicateurs macroéconomiques

La situation économique du pays au cours de l'année 2008 a été plus caractérisée par la crise énergétique due à des défaillances techniques survenues sur la centrale hydroélectrique de Boali occasionnant ainsi des délestages de courant électrique de plusieurs jours dans la capitale. Cette situation a paralysé les activités économiques obligeant les entreprises à se procurer des groupes électrogènes et par conséquent d'inclure les coûts supplémentaires sur les prix. Cette situation est loin d'être remédiée et le gouvernement a signé au mois de septembre avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), une Convention de financement de 250 millions de fcfa, pour le financement des études relatives à la mise en place du schéma institutionnel du système électrique interconnecté Boali-Bangui.

En outre, la flambée du prix du baril de pétrole au cours de l'été sur le marché international et la crise alimentaire mondiale ont eu des conséquences sur le niveau des prix de produits de première nécessité dont le pays est importateur. Pour atténuer les conséquences sur les ménages, les autorités du pays ont pris des mesures pour réduire la TVA sur ces produits et renforcer le mécanisme du contrôle des prix.

De plus, dans le secteur du bois, la crise financière internationale a eu pour conséquence la diminution de l'importation des bois tropicaux en Europe et dans le reste du monde occasionnant ainsi une réduction drastique de l'exportation du bois centrafricain. Face à cette situation les opérateurs économiques du secteur ont réduit leurs activités et ont demandé au gouvernement un certain de mesures tendant à alléger les charges fiscales.

Dans l'ensemble, l'activité économique du pays est marquée par un ralentissement de la croissance économique en liaison avec la conjoncture internationale difficile, la baisse de production dans les sous secteurs agricole, forestier et minier et les difficultés d'approvisionnement en eau et électricité. Le taux de croissance réelle est estimé à 2,8% contre 4,2% en 2007 et le taux d'inflation à 9,3% contre 0,9% en 2007.



## A. Variables du cadre économique à moyen terme

	2004	2005	2006	2007	2008 estimé	2009 projeté
PIB (milliards FCFA)	670,7	712,1	772,2	820,6	887,6	958,7
Tx de croissance du PIB (à prix constants)	1 %	2,4 %	4 %	4,2 %	2,2 %	2 %
Tx d'inflation	-2,2%	2,9%	6,7%	0,9%	9,3%	8,8%
Tx d'investissement (FBCF) en % du PIB	6,2 %	8,9 %	9,2 %	8,9 %	10,3 %	10,5 %
Solde global des finances publiques (milliards FCFA), base caisse	- 6,1	-5,5	18,9	1,8	-12,6	-18,1
Solde primaire intérieur (milliards FCFA)	-18,6	-25,3	3,3	9,0	0,4	6,4
Solde de la balance commerciale (milliards FCFA)	-41,4	-62,5	-60,8	-61,0	-76,6	-75,2
Solde de la balance globale (USD millions)	-19,5	-7,9	23,2	-26,8	33,3	-16,4
Taux d'endettement extérieur en % du PIB	78,8 %	81,6 %	69,9 %	42,5 %	39,4 %	36,9 %
Taux de croiss. dette publique (% du PIB)		3,5 %	- 14,3 %	- 39,2 %	- 7,3 %	- 6,3 %
Ratio du service de la dette / exportations	8,4 %	5,5 %	4,8 %	4,1 %	9,6 %	8,6 %
Taux de change réel effectif	- 0,9 %	0,7 %	5,7 %		0,1	
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	8,3%	8,2%	9,5 %	10,2 %	10,6 %	11,7%
Recettes totales (milliards FCFA)	78,5	88,0	176,3	117,0	122,6	158,9
Dépenses totales	93,4	120,4	107,2	104,3	125,2	162,0
dont dépenses salaires (milliards FCFA)	38,9	39,2	37,2	36,3	37,5	42,6
Solde des Finances Publiques en % du PIB (sur base d'ordonnancement)	- 5,6%	- 6,7%	- 4,4%	- 2,5%	- 4,7%	- 4,5%

Sources: FMI et Gouvernement RCA,

## B. Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

(milliards FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Réal.	Réal.	Estimé	Project.	Project.	Project.
<b>1. Recettes totales</b>	<b>176,3</b>	<b>116,9</b>	<b>133,7</b>	<b>158,9</b>	<b>162,2</b>	<b>175,8</b>
<b>1.1. Recettes propres</b>	<b>73,4</b>	<b>83,6</b>	<b>94,1</b>	<b>108,4</b>	<b>118,8</b>	<b>129,5</b>
1.1.1. Recettes fiscales	60,4	59,5	70,2	84,1	94,1	104,5
Impôts sur rev. et bénéfiques	17,5	14,4	16,9	18,6	20,8	23,1
Taxes sur biens et services	42,9	45,1	53,3	65,5	73,4	81,4
1.1.2. Recettes non fiscales	12,9	24,1	23,8	24,3	24,7	25,0
<b>1.2. Dons</b>	<b>102,9</b>	<b>33,4</b>	<b>50,5</b>	<b>40,3</b>	<b>43,3</b>	<b>46,2</b>
1.2.1. projets	27,2	20,2	28,3	45,5	38,3	41,2
1.2.2. programme	75,7	13,2	12,1	5,0	5,0	5,0
<b>2. Dépenses totales</b>	<b>107,2</b>	<b>104,3</b>	<b>125,2</b>	<b>162,0</b>	<b>163,1</b>	<b>187,5</b>
<b>2.1. Dépenses courantes</b>	<b>62,5</b>	<b>65,4</b>	<b>77,2</b>	<b>88,5</b>	<b>95,5</b>	<b>104,5</b>
Salaires	37,2	36,3	37,5	42,6	47,6	52,6
Biens et services	15,2	14,4	19,1	26,7	28,7	30,8
Transferts courants	10,2	14,7	20,6	19,2	19,2	21,2
Intérêts dus	6,9	9,5	13,6	14,5	14,8	15,0
sur dette extérieure	4,2	3,7	8,7	8,7	9,7	10,5
sur dette intérieure	2,7	5,8	4,9	5,8	5,1	4,5
<b>2.2. Dépenses en capital</b>	<b>37,7</b>	<b>29,4</b>	<b>34,5</b>	<b>59,0</b>	<b>52,9</b>	<b>67,9</b>
sur ressources propres	7,5	9,2	16,5	13,5	14,6	15,6
sur ressources extérieures	30,2	20,2	18,0	45,5	38,3	52,3
<b>3. Solde Primaire</b>	<b>106,2</b>	<b>42,4</b>	<b>50,9</b>	<b>46,7</b>	<b>52,0</b>	<b>65,5</b>
Solde Primaire hors dons	3,3	9,0	0,4	6,4	8,7	19,3
Solde global (base engagement) hors dons	<b>-33,8</b>	<b>-20,6</b>	<b>-31,2</b>	<b>-53,6</b>	<b>-44,2</b>	<b>-58,0</b>
<b>4. Solde global (base engagement)</b>	<b>69,1</b>	<b>12,8</b>	<b>-2,6</b>	<b>-3,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-11,7</b>
<b>Variation des arriérés</b>	<b>-50,2</b>	<b>-11,0</b>	<b>-10,0</b>	<b>-15,0</b>	<b>-15,0</b>	<b>-10,0</b>
Arriérés intérieurs	-9,7	-8,6	-10,0	-15,0	-15,0	-10,0
Arriérés dette extérieure	-40,5	-2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>5. Solde global (base caisse)</b>	<b>18,9</b>	<b>1,8</b>	<b>-12,6</b>	<b>-18,1</b>	<b>-15,9</b>	<b>-21,7</b>
<b>7. Financement</b>	<b>-8,8</b>	<b>3,4</b>	<b>11,9</b>	<b>16,0</b>	<b>13,7</b>	<b>20,1</b>
<b>7.1. Financement extérieur</b>	<b>-12,9</b>	<b>-9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>4,1</b>	<b>2,2</b>	<b>6,6</b>
Prêts projets	3,0	0,0	1,0	0,0	0,0	11,1
Fin. except. (PPTE, Club Paris)	0,0	2,9	16,6	15,3	29,9	23,5
Amortissement de la dette extérieure	-15,9	-12,4	-10,7	-11,3	-27,8	-28,0

<b>7.2. Financement intérieur</b>	<b>4,1</b>	<b>12,8</b>	<b>5,0</b>	<b>12,0</b>	<b>11,5</b>	<b>13,5</b>
Financement bancaire	4,1	12,8	5,5	-6,5	-3,4	-3,7
Banque Centrale	-2,3	6,8	-1,3	-4,3	0,0	-0,9
FMI	2,2	2,4	6,6	4,1	-1,1	-0,5
Banques commerciales	4,2	3,7	0,3	-6,3	-2,3	-2,3
Secteur non bancaire	0,0	0,0	-0,5	18,5	14,9	17,2
<i>Erreurs et omissions</i>	-10,1	-5,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gap de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,74</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,67</b>

Source : Ministère des finances et FMI

### C. Tableau de la Balance des paiements

(milliards FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
				Est..	Proj.	Proj.	Proj.
<b>Compte courant</b>	<b>-46,2</b>	<b>-22,9</b>	<b>-49,8</b>	<b>-84,6</b>	<b>-96,6</b>	<b>-94,6</b>	<b>-102,8</b>
Commerce extérieur	-25,0	-23,5	-33,9	-58,2	-61,4	-58,1	-62,2
Exportations	67,3	82,3	85,2	82,3	91,2	99,5	109,7
Diamant	32,8	32,7	29,7	27,7	29,9	31,7	33,6
Bois	25,7	39,8	42,0	42,0	45,5	49,0	52,0
Importations	-92,3	-105,8	-119,2	-140,6	-152,9	-157,6	-171,8
Pétrole	-17,7	-26,0	-32,7	-48,2	-45,8	-46,6	-48,6
Progr. Invest. Publics	-14,4	-13,7	-11,0	-12,9	-22,1	-19,8	-25,4
Autres	-60,2	-66,1	-75,5	-79,5	-84,8	-91,2	-97,8
Services (net)	-32,3	-35,8	-41,5	-47,5	-51,3	-53,1	-57,6
Revenu	-5,2	-5,8	-4,9	-9,5	-9,6	-10,6	-11,5
Crédit	5,0	5,5	6,1	6,7	7,0	7,4	7,7
Débit	-10,2	-11,3	-11,0	-16,2	-16,6	-18,0	-19,3
dont intérêt sur la dette	-3,7	-4,5	-3,8	-8,7	-8,8	-9,7	-10,6
Transferts courants (net)	16,2	42,2	30,5	30,7	25,8	27,1	28,5
<b>Compte capital</b>	<b>26,7</b>	<b>67,7</b>	<b>25,4</b>	<b>17,0</b>	<b>45,5</b>	<b>38,3</b>	<b>41,2</b>
Projets	26,7	27,2	20,2	17,0	45,5	38,3	41,2
Capitaux	0,0	40,5	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Opérations financières</b>	<b>41,6</b>	<b>-21,6</b>	<b>-4,0</b>	<b>44,2</b>	<b>35,1</b>	<b>29,7</b>	<b>43,0</b>
Secteur public	-4,5	-12,9	-12,4	-9,7	-11,3	-27,8	-16,9
Projets	3,2	3,0	0,0	1,0	0,0	0,0	11,1
Programme	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-11,8	-15,9	-12,4	-10,7	-11,3	-27,8	-28,0
Secteur privé (net)	16,2	-8,7	-8,3	53,9	46,4	57,5	60,0
<b>Solde global</b>	<b>-7,9</b>	<b>23,2</b>	<b>-28,5</b>	<b>-23,4</b>	<b>-15,9</b>	<b>-26,6</b>	<b>-18,5</b>
<b>Financement</b>	<b>7,9</b>	<b>-23,2</b>	<b>28,5</b>	<b>23,4</b>	<b>15,9</b>	<b>26,6</b>	<b>18,5</b>
Réserves off. Nettes	-9,6	17,3	27,9	6,8	0,5	-3,3	-4,9
FMI (net)	-2,6	2,2	2,4	6,6	4,1	-1,1	-0,6
Autres	-7,1	15,1	25,5	0,2	-3,6	-2,2	-4,4
Finance. Except.	17,5	-40,5	0,5	16,6	15,3	29,9	23,5
Rééchelonnement			2,9	16,6	15,3	29,9	23,5
Arriérés	17,5	-40,5	-2,4	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : FMI

**Annexe 2. Tableau des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement**

Type	Indicateur	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2013	2015	
Impact	1. Proportion de la population vivant avec moins de 1 USD par jour	-	-	-	82,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	62,4	-	-	-	-	-	-	-	31	
	2. Prévalence du déficit pondéral chez les enfants (de moins de cinq ans)	-	-	-	-	-	27,3	-	-	-	-	24,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	
	3. Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	173	-	-	-	-	192	-	-	-	-	186	-	-	-	-	177	175	-	-	-	-	70	
Résultats	4. Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	-	51,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	45,2	45,7	-	-	-	-	100	
	5. Taux d'achèvement du cycle primaire	-	26,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24,9	22,2	24,3	24,4	-	-	-	-	53	
	5. Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire qui terminent l'école primaire	-	15,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39,5	-	-	-	-	-	-	
	6. Rapport filles-garçons dans l'enseignement primaire	-	0,64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,68	0,67	0,69	0,66	0,69	0,69	-	-	-	-	1	
	6. Rapport filles-garçons dans l'enseignement secondaire	-	0,40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
	6. Rapport filles-garçons dans l'enseignement supérieur	-	0,15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
	7. Proportion d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié	-	-	-	-	-	45,9	-	-	-	-	44,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,28	
	8. Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole	83	62	31	41	51	46	46	46	39	37	36	35	35	35	35	35	35	-	-	-	-	35	
	9. Prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,3
	10. Proportion de la population disposant d'un accès durable à une source d'eau améliorée zone rurale	47	-	-	-	-	47	-	-	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51
	10. Proportion de la population disposant d'un accès durable à une source d'eau améliorée zone urbaine	78	-	-	-	-	80	-	-	-	-	85	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90

Source : Base de données des Nations Unies sur les objectifs du millénaire en date du 29/01/2009 <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>



Forecast start semest	2009 S1
Forecast end semest	2009 S2

Domain	CDC;DCI-FOOD;DCI-HUM
Delegation in charge	CF
Budget line	ALL

Central African Republic

Budget line	Domain	Contract nr	Status	Decision nr	Contract FDI Date	Situation Contracted	before forecast		2009 S1		Recovered
							Paid	RAL	Contracted	Paid	
19.040500	DDH	DDH/2003/031-891	Ongoing	DDH/2002/003-182	20/07/2008	830,220	827,724	2,496	0	0	0
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2004/064-338	Ongoing	ONG-PVD/2003/004-562	01/04/2009	726,673	654,005	72,668	0	0	72,667
21.050300	SANTE	SANTE/2004/078-720	Ongoing	SANTE/2003/005-902	30/06/2009	2,880,000	2,582,000	288,000	0	0	288,000
21.050300	CDC	CDC/2005/107-350	Ongoing	CDC/2004/017-047	15/11/2009	80,000	64,000	16,000	0	0	16,000
21.050300	CDC	CDC/2005/107-351	Ongoing	CDC/2004/017-047	17/07/2008	80,000	80,000	0	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2005/107-358	Ongoing	CDC/2004/017-047	30/11/2009	65,477	52,381	13,096	0	0	13,096
21.050300	CDC	CDC/2005/107-367	Ongoing	CDC/2004/017-047	30/11/2008	79,620	79,205	415	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2005/107-369	Ongoing	CDC/2004/017-047	30/11/2008	54,000	43,200	10,800	0	0	10,800
21.050300	CDC	CDC/2005/107-558	Ongoing	CDC/2004/017-047	30/11/2008	77,744	62,195	15,549	0	0	15,549
21.050300	CDC	CDC/2005/107-569	Ongoing	CDC/2004/017-047	31/12/2009	71,552	71,552	0	0	0	0
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2005/10-938	Ongoing	CDC/2004/017-047	31/12/2009	47,074	37,659	9,415	0	0	9,415
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2005/10-945	Ongoing	ONG-PVD/2004/008-240	31/12/2008	500,979	500,979	0	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2006/131-339	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	31/12/2010	174,744	119,615	55,129	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2006/131-399	Ongoing	CDC/2005/017-274	30/06/2009	80,000	64,000	16,000	0	0	16,000
21.050300	CDC	CDC/2006/131-403	Ongoing	CDC/2005/017-274	30/06/2010	60,660	48,528	12,132	0	0	12,132
21.050300	CDC	CDC/2006/131-404	Ongoing	CDC/2005/017-274	01/08/2009	80,000	79,801	200	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2006/131-409	Ongoing	CDC/2005/017-274	31/10/2010	80,000	64,000	16,000	0	0	0
21.050300	CDC	CDC/2006/131-412	Ongoing	CDC/2005/017-274	30/06/2010	77,747	62,198	15,549	0	0	15,549
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2007/134-885	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	30/06/2010	74,564	59,651	14,913	0	0	14,913
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2007/134-967	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	01/09/2010	328,172	144,987	183,185	0	0	183,185
21.030100	ONG-PVD	ONG-PVD/2007/135-572	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	01/07/2010	855,000	429,856	425,145	0	0	425,145
21.030100	DCI-NSAPV	DCI-NSAPVD/2008/153-786	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	01/07/2011	780,390	232,185	548,205	0	0	232,825
21.050103	DCI-HUM	DCI-HUM/2008/155-029	Ongoing	DCI-NSAPVD/2007/019-40	13/12/2009	5,650	5,439	411	0	0	0
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-546	Ongoing	DCI-HUM/2008/019-826	31/03/2012	581,194		581,154	0	0	338,429
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-721	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	14/10/2011	1,000,000	369,312	630,688	0	0	523,016
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-723	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	31/08/2013	1,000,000		1,000,000	0	0	473,142
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-750	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	31/03/2012	917,924		917,924	0	0	400,899
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-761	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	31/08/2012	833,687		833,687	0	0	419,155
21.020100	DCI-FOOD	DCI-FOOD/2008/156-763	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	31/08/2012	798,138		798,138	0	0	302,174
21.030100	DCI-NSAPV	DCI-NSAPVD/2008/157-988	Ongoing	DCI-FOOD/2007/019-676	28/02/2012	810,000		810,000	0	0	486,458
21.030100	DCI-NSAPV	DCI-NSAPVD/2008/157-992	Ongoing	DCI-NSAPVD/2007/019-40	31/10/2012	57,277		57,277	0	0	23,521
21.030100	DCI-NSAPV	DCI-NSAPVD/2008/157-992	Ongoing	DCI-NSAPVD/2007/019-40	31/08/2012	536,340		536,340	0	0	245,898

21.03010C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/157-998	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-40	30/09/2012	464,256	464,256	0	237,215	0	0
21.03010C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/157-999	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-40	30/04/2012	554,393	554,393	0	331,156	0	0
21.01040I	DC:NSA	Ongoing	DC:NSA/2008/019-819	31/12/2008	12,574	3,772	0	3,772	0	0
21.03020C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/158-316	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-41	30/09/2012	200,000	200,000	0	83,344	0	0
21.03010C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/158-317	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-40	31/08/2013	365,000	365,000	0	180,960	0	0
21.03010C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/158-320	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-40	31/08/2013	365,104	365,104	0	106,926	0	0
21.03010C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/162-992	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-40	30/06/2009	1,935	774	0	774	0	0
21.01040I	DC:HUM	Ongoing	DC:HUM/2008/019-818	31/12/2008	131	0	0	0	0	0
21.01040I	DC:HUM	Ongoing	DC:HUM/2008/019-818	31/12/2008	458	457	0	0	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	Not available	30/11/2011	1,100,000	1,100,000	0	0	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	IFS:RRM/2008/164-633	01/07/2012	319,641	191,785	0	159,821	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	IFS:RRM/2008/168-417	20/11/2010	58,162	58,162	0	34,897	0	0
19.06010I	EIDHR	Ongoing	EIDHR/2008/019-798	01/07/2012	127,856	127,856	0	0	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	IFS:RRM/2008/020-441	01/07/2012	263,004	105,202	0	0	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	IFS:RRM/2008/020-441	01/07/2012	218,022	157,802	0	0	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Committed	IFS:RRM/2008/020-441	31/10/2011	213,591	130,813	0	0	0	0
21.01040I	DC:HUM	Ongoing	DC:HUM/2008/019-818	31/10/2010	1,000	213,591	0	85,436	0	0
19.06010I	IFS:RRM	Ongoing	IFS:RRM/2008/020-441	17/11/2011	376,236	1,000	0	1,000	0	0
21.03020C	DC:NSAPV/DC:NSAPV/D/2008/172-125	Ongoing	DC:NSAPV/D/2007/019-41	31/12/2010	9,896	376,236	0	150,494	0	0
					9,896	9,896	0	9,896	0	0

**Notes:**

- This report contains contracts and invoices in status provisional, committed, decided and ongoing.
- Contracts in this report without a budget line mentioned have no forecast registered.
- Contracts without the analytical breakdown entered in CRIS will not appear in this report.
- Data in this report will have been refreshed the day before the 'Last Report Refresh' date mentioned at the bottom of the report.

5,693,099

2009 S2 Contracted	Forecasts		After forecast RAL
	Paid	Recovered	
0	0	0	2,496
0	0	0	1
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	1
0	0	0	415
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	17,474
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	200
0	16,000	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	183,185
0	0	0	85,029
0	0	0	315,380
0	0	0	411
0	0	0	242,765
0	0	0	107,672
0	0	0	526,858
0	0	0	517,025
0	0	0	414,532
0	0	0	495,964
0	0	0	323,542
0	0	0	33,756
0	0	0	290,442



0 %	0	0	0	0 %	536,340	536,340
0 %	0	0	0	0 %	464,256	464,256
N/A	0	0	0	N/A	554,383	554,383
N/A	12,574	8,802	8,802	70 %	-12,574	-8,802
0 %	0	8,802	8,802	0 %	12,574	3,772
0 %	0	0	0	0 %	200,000	200,000
0 %	0	0	0	0 %	365,000	365,000
0 %	0	0	0	0 %	365,104	365,104
N/A	1,161	1,161	1,161	100 %	774	774
N/A	131	131	131	100 %	0	0
N/A	458	457	457	100 %	-458	-457
0 %	0	457	457	0 %	458	1
N/A	731,062	0	0	0 %	368,938	1,100,000
N/A	127,856	127,856	127,856	100 %	191,785	191,785
0 %	0	0	0	0 %	58,162	58,162
N/A	105,202	105,202	105,202	100 %	157,802	157,802
N/A	87,209	87,209	87,209	100 %	130,813	130,813
N/A	85,436	0	0	0 %	-85,436	0
0 %	0	0	0	0 %	1,000	1,000
0 %	0	0	0	0 %	376,236	376,236
0 %	0	0	0	0 %	9,896	9,896

**EDF FORECASTS 2009 - 2010: PAYMENTS ON ONGOING PROJECTS.**

YEAR/ GLOR/ COUNTRY		ACCOUNTING NUMBER OF ORIGINAL COMMIT.	TITLE REGIONAL COMMITMENT	TITLE NATIONAL COMMITMENT	END DATE of project (month/year)	SITUATION END 2008			FORECASTS on PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009				FORECASTS on PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009				COMMENTS
						AMOUNT ON GOING NEW COMMIT.	INDV. COMMIT ON GOING NEW COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	
2006	9ACP CA12	12	ADE LM 2006/154730 - FORMULATION ET INSTRUCTION PROG APPLI		20/04/07	105,874	103,054	2,820								OK	
2006	9ACP CA12	14	FISCAL D'OUVERNER APAC - ELABORATION 10		20/02/22	65,795	35,604	30,191								OK	
2006	9ACP CA12	15	MONOGRAPHIES PDD FUTURES EN RCA UN		20/01/25	646,380	517,104	129,276								OK	
2006	9ACP CA12	16	FORMULATION VOLET ERNEST & YOUNG - AUDIT DP3 ET DP4 DU PMR		20/08/10	37,274	0	37,274								OK	
2006	9ACP CA12	17	RENOUVELEMENT DES SOUS-PROGRAMMES DE DAMECA - FOUR		20/02/14	38,995	0	38,995								OK	
2006	9ACP CA13	0	EQUIPEMENTS SECURITE INCENDIE BALLASTAGE		20/02/23	4,500,000	3,894,242	615,758								OK	
2006	9ACP CA13	1	PARCF FOURNITURE CHARIOT ELEVAGE-METAL FOURNITURE		20/06/25	263,251	157,951	105,300								OK	
2006	9ACP CA13	2	HYDROCARBURRES EXTENSION TRAVAY NO 3		20/07/21	96,358	0	56,358								OK	
2006	9ACP CA13	3	BECS - CONTROLE ET RENOUELEMENT EQUIPEMENTS		20/07/21	2,281,633	0	2,281,633								OK	
2006	9ACP CA14	0	DESSEIN ET DESSIN D'AMENAGEMENT DE LA COMI BELGIUM - LM		20/02/21	1,127,000	0	1,127,000								OK	
2006	9ACP CA14	1	EXPORT LIMITED FOURNITURE DE MATERIEL DE UNITE EXPORT LTD		20/08/23	115,800	69,480	46,320								OK	
2006	9ACP CA14	2	MATERIEL DE TRANSPORT		20/09/09	1,137,213	682,328	454,885								OK	
2006	9ACP CA14	3	TECHNIQUE AU FER		20/09/10	1,057,379	634,427	422,952								OK	
2006	9ACP CA14	5	CECOM - ASSISTANCE		20/01/30	24,980	14,988	9,992								OK	
2006	9ACP CA14	6	REDUCTION DES ARRIERES		20/10/23	489,120	0	489,120								OK	
2006	9ACP CA14	7	APPUI BUDGETAIRE RAMICA		20/10/23	1,362,685	0	1,362,685								OK	
2007	9ACP CA17	0	RAMICA PROGRAMME DE		20/11/21	7,600,000	7,600,000	0								OK	
2007	9ACP CA17	1	REDUCTION DES ARRIERES		20/02/02	6,600,000	6,600,000	0								OK	
2007	9ACP CA18	0	APPUI BUDGETAIRE RAMICA		20/11/21	1,600,000	1,600,000	0								OK	
2007	9ACP CA19	0	REDUCTION DES ARRIERES		20/11/23	4,400,000	4,190,367	219,633								OK	
2007	9ACP CA19	1	CONSULTANTS - PRE-AUDIT RAMICA VOLET C		20/07/24	49,067	46,657	2,410								OK	
2007	9ACP CA19	2	PAIEMENT DE LA DETTE DE LA RCA A LA BAD		20/01/30	73,330	48,181	25,149								OK	
2007	9ACP CA19	4	D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE RAMICA VOLET C - APPLI		20/01/26	2,400,000	2,400,000	0								OK	
2007	9ACP CA19	5	BUDGETAIRE		20/01/26	4,970	4,970	0								OK	
2007	9ACP CA20	0	BUDGETAIRE		20/05/21	536,698	536,698	3,000								OK	
2007	9ACP CA20	0	CAONE - DISPOSITIF APPLI		20/01/23	2,000,000	1,115,000	885,000								OK	



EUROPEAID  
OPERATION OFFICE

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

EDF FORECASTS DECOMMITMENTS 2009

YEAR of GLOB. Commit	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment	
							Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project		New RAP after Decommitt & Payment
							444,293	13,499	218,140	35,608		
2000	8ACP CA7	0	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	900		900	900				0	
2000	8ACP CA7	1	AT CONSEIL SANTE	2,403	0	2,403	2,403				0	
2000	8ACP CA7	10	OXFAM-QUEBEC, XAF 345.071.297,	68,424	0	68,424	68,424				0	
2000	8ACP CA7	19	BETRABA TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRU	0	0	0					0	
2000	8ACP CA7	20	GETECO TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRUC	0	0	0					0	
2000	8ACP CA7	21	DDN CONSTRUCTION TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES	28,410	0	28,410	28,410				0	
2000	8ACP CA7	22	CROIX ROUGE FRANCAISE APPUI SOINS DE SANTE PRIM. 2EME PHA	47,348	0	47,348	47,348				0	
2000	8ACP CA7	23	OXFAM QUEBEC APPUI SOINS DE SANTE PRIMAIRE PREFECTUES DE LA	74,646	0	74,646	74,646				0	
2000	8ACP CA7	26	PASS REGIE FED DP 7	0	0	0					0	
2000	8ACP CA7	27	PASS REGIE FED DP 8	70,710	0	70,710	70,710				0	
2000	8ACP CA10	0	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	30,378		30,378	30,378				0	
2000	8ACP CA11	0	STABEX 99 COTTON NOT CARDED OR COMBED	0		0					0	
2000	8ACP CA11	1	CONV TRANSF STABEX/12/99/CA (COTTON NOT CARDED OR COMBED)	0	0	0					0	
2001	8ACP CA12	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	0		0					0	
2001	8ACP CA13	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	0		0					0	
2001	8ACP CA16	0	Franchise art 195 a - bois	0		0					0	
2001	8ACP CA16	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 17	0	0	0					0	
2001	8ACP CA17	0	Franchise art 195 a - coton	0		0					0	
2001	8ACP CA17	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 16	0	0	0					0	
2002	8ACP CA24	0	APPUI INSTITUTIONNEL A L'ENTRETIEN ROUTIER	4,050		4,050			4,050		0	
2002	8ACP CA24	1	BCEOM; 1.726.312.376 XAF	0	0	0					0	
2002	8ACP CA29	0	PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	22,568		22,568			22,568		0	
2002	8ACP CA29	3	TRANSTEC SA, SERVICE, 284.930.000 XAF	92,004	0	92,004					92,004	
2002	8ACP CA29	10	PMR DP3	465	0	465			465		0	
2002	8ACP CA29	15	ONG ECHELLE, ENCADREMENT, ET ACCOMP. DES OCB DANS LE CADRE D	1,212	640	572	571				1	
2002	8ACP CA29	16	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C	2,104	1,104	1,000	1,000				0	
2002	8ACP CA29	18	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATION	8,654	1,791	6,863	6,863				0	
2002	8ACP CA29	19	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	16,819	3,200	13,619	13,619				0	

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL Commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC RAP after forecasted payments	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment
							Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP			Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommit & Payment
2002	8ACP CA29	20	AMB.CHRETIENNE-ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	4,166	3,480	686	686				0
2002	8ACP CA29	21	ONG CARSA-ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	4,375	472	3,903	3,903				0
2002	8ACP CA29	22	PMR DP4	1,928	0	1,928			1,928		0
2004	9ACP CA4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	1,786		1,786			1,786		0
2004	9ACP CA4	17	ATOS ORIGIN, MISSION POUR ORGANISER LES ETATS GENERAUX DE LA	43,926	0	43,926	43,926				0
2004	9ACP CA4	18	ATOS ORIGIN, MISE EN PLACE LISTE COURTE ET ANALYSE OFFRE ARE	3,362	0	3,362	3,362				0
2004	9ACP CA4	21	COWI 2006/124604, ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT	1,579	0	1,579	1,579				0
2004	9ACP CA4	23	ILF, ANALYSE, MISE EN OEUVE ET RENFORCEMENT DES OUTILS ET	10,545	0	10,545	10,545				0
2004	9ACP CA4	24	DP1 - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE * AFPP+CS	4,326	0	4,326	4,326				0
2004	9ACP CA5	0	APPUJ A LA TRANSITION DEMOCRATIQUE	10,000		10,000					10,000
2004	9ACP CA5	1	PNUD APPUI AUX ELECTIONS 2004/2005	293,000	0	293,000					293,000
2005	9ACP CA6	0	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUI	212,983		212,983					212,983
2005	9ACP CA6	1	SOGEA-SATOM - TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE	363,261	363,261	0					0
2005	9ACP CA6	2	LOUIS BERGER - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE	100,606	100,606	0					0
2006	9ACP CA8	0	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA	99,000		99,000					99,000
2006	9ACP CA8	1	AGETIP CAF, TRAVAUX ASSAINISSEMENT QUARTIER GALABADJA.	1,601,000	1,601,000	0					0
2006	9ACP CA9	0	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	13,177		13,177					13,177
2006	9ACP CA9	1	ASERCA, APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	0	0	0					0
2006	9ACP CA9	2	LEAS CONSULTANTS - AUDIT PROJET ARSECA * APPUI A LA	13,847	13,847	0					0
2006	9ACP CA10	0	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC	606,319		606,319					606,319
2006	9ACP CA10	1	LOUIS BERGER, AT POUR LA MISE EN PLACE DU PLAN DE REDRESSEME	2,306,652	1,400,000	906,652					906,652
2006	9ACP CA10	2	AREMIF/DP0 - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU	28,284	0	28,284	28,284				0
2006	9ACP CA10	3	DP1 AREMIF	187,343	0	187,343			187,343		0
2006	9ACP CA10	4	AUDIT DU DEVIS PROGRAMME 0 *CONTRAT DE SERVICE AREMIF	2,363	2,363	0					0
2006	9ACP CA10	5	IDC SA CONTRAT 2008/163777 EVALUATION MI-PARCOURS AREMIF	10,545	10,545	0					0
2006	9ACP CA10	6	UNIT EXPORT - FOURNITURE VEHICULES AREMIF.	215,735	214,641	1,094					1,094
2006	9ACP CA10	7	AREMIF DEVIS PROGRAMME N 2	0	0	0					0
2006	9ACP CA10	8	AREMIF DP2	570,491	570,000	491					491

YEAR of R/O R Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAC Initial RAP	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC RAP after forecasted payments	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommit & Payment New RAP after Decommit & Payment
							Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
2006	9ACP CA11	0	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	0		0					0
2006	9ACP CA11	1	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	200,000	200,000	0					0
2006	9ACP CA12	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II	440,286		440,286					489,391
2006	9ACP CA12	3	AGRIFOR CONSULT SA,ETUDE SUR LES DYNAMIQUE ET PERSPECTIVES D	93,318	93,318	0					0
2006	9ACP CA12	7	DEVIS PROGRAMME 1 FCT 2	35,606	0	35,606				35,606	0
2006	9ACP CA12	9	ACE - LETTRE MARCHÉ 2008/148573 * AT COUR TERME CAONF.	93,325	93,325	0					0
2006	9ACP CA12	11	FORMULATION D'UN NOUVEAU PROG PMR2 DANS LE CADRE DU 10 EME	10,679	0	10,679		10,679			0
2006	9ACP CA12	12	ADE LM 2008/154750 - FORMULATION ET INTRUCTION PROG APPUI BUD	2,820	0	2,820		2,820			0
2006	9ACP CA12	14	ACE LM 2008/160562 IMPACT FISCALO DOUANIER APEAC- UE-CAS RCA	30,191	30,191	0					0
2006	9ACP CA12	15	ELABORATION 10 MONOGRAPHIES PDD FUTURES EN RCA /UN HABITA	129,276	129,276	0					0
2006	9ACP CA12	16	ECO3,LM 2008/168947, FORMULATION VOLET PROJET REHABILITATION	37,274	37,274	0					0
2006	9ACP CA12	17	ERNEST & YOUNG - AUDIT DP3 ET DP4 DU PMR.	39,995	39,995	0					0
2006	9ACP CA13	0	RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT	615,758		615,758					615,758
2006	9ACP CA13	1	DAMECA - FOUR EQUEPEMENTS SECURITE INCENDIE BALLASTAGE BARGE	105,300	105,300	0					0
2006	9ACP CA13	2	UNICAF*FOURNITURE CHARIOT ELEVATEUR LEVAGE ST A SOCATRAF	56,358	56,358	0					0
2006	9ACP CA13	3	CHANIMETAL FOURNITURE DE DEUX BARGES HYDROCARBURES	2,281,633	2,053,468	228,165					228,165
2006	9ACP CA13	4	ELETTRICA RAGUSANA EXTENSION SLIPWAY NO 3 KOLONGO BANGUI	1,127,000	1,127,000	0					0
2006	9ACP CA13	5	DECS - CONTROLE ET SURVEILLANCE * RENOUVELEMENT EQUIPEMENTS	135,320	115,000	20,320					20,320
2006	9ACP CA14	0	APPUI INSTITUTIONNEL ET DESENCLAVEMENT DE LA	50,812,823		50,812,823					50,812,823
2006	9ACP CA14	1	COWI BELGIUM - LM 2007/144506 RENF. CAPACITE ONM	46,320	46,320	0					0
2006	9ACP CA14	2	UNIT EXPORT LIMITED FOURNITURE ONM LOT1 MATERIEL DE TERRASSE	454,885	454,885	0					0
2006	9ACP CA14	3	UNIT EXPORT LTD FOURNITURE ONM LOT 2 MATERIEL DE TRANSPORT	422,952	422,952	0					0
2006	9ACP CA14	5	HYDROPLAN - LETTRE MARCHÉ N.2007/147836 * AT OUVERTURE ET	9,992	9,992	0					0
2006	9ACP CA14	6	EGIS BCEOM ASSISTANCE TECHNIQUE AU FER	489,120	457,824	31,296					31,296
2006	9ACP CA14	7	BCEOM - ASSISTANCE TECHNIQUE AUPRES L'ONM.	1,362,685	1,292,537	70,148					70,148
2007	9ACP CA17	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	0		0					0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAC		Initial RAC		1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment	
				Initial RAP	Forecasted payments 2009-2010	RAP after forecasted payments	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommitt & Payment		
2007	9ACP CA17	1	APPUI BUDGETAIRE RAMICA BUDGETAIRE VOLET B ET C	0	0	0							0
2007	9ACP CA18	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	0		0							
2007	9ACP CA19	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	219,633		219,633							219,633
2007	9ACP CA19	1	ERNST & YOUNG * PRE-AUDIT RAMICA / PAIEMENTS ARRIERES	2,410	0	2,410	2,410						
2007	9ACP CA19	2	LEAS CONSULTANTS * PRE-AUDIT RAMICA / VOLET C PAIEMENT	25,149	25,149	0							
2007	9ACP CA19	4	PAIEMENT DE LA DETTE DE LA RCA A LA BAD	0	0	0							0
2007	9ACP CA19	5	MISSION D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE L'OPERATION DE PAIEMEN	0	0	0							0
2007	9ACP CA19	6	RAMICA VOLET C - APPUI BUDGETAIRE.	3,000	0	3,000							3,000
2007	9ACP CA20	0	CAONF II. DISPOSITIF APPUI ON RCA	1,885,000		1,885,000							1,885,000
2007	9ACP CA20	1	DEVIS PROGRAMME DEMARRAGE CAONF II	31,153	31,153	0							0
2007	9ACP CA21	0	AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS S	9,170,115		9,170,115							9,170,115
2007	9ACP CA21	1	IBF - ASSISTANCE TECHNIQUE (ASSB).	75,554	75,554	0							0
2007	9ACP CA21	2	DPO SANTE - AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES	95,265	0	95,265							95,265
2007	9ACP CA22	0	PARCAN- APPUI RENF CAPACITES ASSEMB NAT	50,000		50,000							50,000
2007	9ACP CA22	1	PNUD - PARCAN *PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DES	117,543	112,540	5,003							5,003
2008	10ACP CA1	0	PROGRAMME DE MICROREALISATIONS II (PMR II)	7,000,000		7,000,000							7,000,000
2008	10ACP CA2	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE - FCT III	4,000,000		4,000,000							4,000,000
2008	10ACP CA3	0	ASERCA II APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	17,000,000		17,000,000							17,000,000







**EUROPEAN UNION**  
**EDF FORECASTS 2009-2010 : NEW GLOBAL Commitments (including individual commitments & Payments)**

Online Help click on  
 Aide en ligne, cliquez

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**



(amounts in €)

ESTIMATED DECISION DATE	TITLE ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L, M, H	IF estimated sent date at HQ	AF estimated sent date at HQ	FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM. 2009			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM. 2009			FORECASTS 3 <sup>rd</sup> SEM. 2009			TOTALS
							Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	
	TOTALS on NEW GLOBAL Commitments		81,800,000													
02/2009	Projet 10 ACP CA 3	FIDEL BS	4,600,000	L	Mar-2008	Jun-2008	4,600,000	0	0	0	0	0	0	0	0	3,300,000
09/2009	Environnement	PROJET	4,600,000	L	Mar-2008	Jun-2008	4,600,000	0	0	0	0	0	0	0	0	3,300,000
09/2009	Developpement Urbain	PROJET	10,000,000	L	Mar-2009	Jun-2009										500,000
09/2009	RESEJEP (Rural)	PROJET	25,000,000	M	Mar-2009	Jun-2009										1,000,000
09/2009	Pales de developpement	PROJET	8,000,000	L	Mar-2009	Jun-2009										500,000
09/2009	Elections 2010	PROJET	4,000,000	L	Mar-2009	Jun-2009										500,000
09/2009	Economie rurale	PROJET	3,000,000	L	Mar-2009	Jun-2009										200,000
09/2009	AREMIH 2	PROJET	3,500,000	L	Mar-2009	Jun-2009										300,000
2010	Transport	PROJET	8,900,000	M	Mar-2010	Jun-2010										300,000



Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez

ESTIMATED DECISION DATE	TITLE ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L/M/H	IF estimated and date of FC start date at FC	IF estimated and date of FC start date at FC
-------------------------------	--------------------	----------	--------	---------------	----------------------------------------------------	----------------------------------------------------

FOR CREDIT RISK 2013  
ESTIMATION OF RISK FACTOR FOR PAYMENTS

LOW	MEDIUM	HIGH	LOW	MEDIUM	HIGH
PAYMENTS	PAYMENTS	PAYMENTS	COMMIT	COMMIT	COMMIT

FOR CREDIT RISK 2010  
ESTIMATION OF RISK FACTOR FOR PAYMENTS

LOW	MEDIUM	HIGH	LOW	MEDIUM	HIGH
PAYMENTS	PAYMENTS	PAYMENTS	COMMIT	COMMIT	COMMIT

FOR CREDIT RISK 2010  
ESTIMATION OF RISK FACTOR FOR PAYMENTS

LOW	MEDIUM	HIGH	LOW	MEDIUM	HIGH
PAYMENTS	PAYMENTS	PAYMENTS	COMMIT	COMMIT	COMMIT







**SUMMARY of EDF FORECASTS - 2009 & 2010 - RESUME DES PREVISIONS FED**

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

SUMMARY of	PAYMENTS - PAIEMENTS															
	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE					FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1 <sup>st</sup> SEMESTER	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	ANNUAL TARGET					
PAYMENTS on ONGOING GLOBAL INDIV. COMMIT.	4,784,039	3,028,933	31,183	3,272,108	3,087,475	383,232	1,891,238	1,728,948	347,000	984,474	928,176	0	822,540	5,638	481,270	1,326,744
PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT.	18,981,147	2,861,388	0	3,619,897	821,000	740,000	4,284,800	6,951,100	2,190,000	3,465,650	2,228,500	46,000	1,986,500	186,000	1,042,700	4,603,100
TOTAL	23,765,186	5,890,321	0	6,892,005	3,908,475	1,123,232	6,176,038	8,949,048	5,637,000	6,450,124	4,156,676	46,000	3,814,040	2,024,638	1,523,970	5,930,044

\*paiements sur nouveaux engagements individuels. \*\*paiements sur nouveaux engagements globaux.

SUMMARY of	NEW INDIVIDUAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS INDIVIDUELS															
	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE					FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1 <sup>st</sup> SEMESTER	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	ANNUAL TARGET					
NEW INDIV. on ONGOING GLOBAL INDIV. COMMIT.	8,089,898	8,965,219	0	12,676,748	2,095,087	1,988,040	3,078,107	6,398,338	2,021,864	3,198,188	380,000	7,862	349,637	32,680	162,861	3,381,619
NEW INDIV. on NEW GLOBAL COMMIT.	4,800,000	2,300,000	0	4,600,000	0	0	0	8,629,646	12,670,455	4,814,773	16,300,000	0	8,276,306	8,024,815	4,137,892	8,942,665
TOTAL	12,889,898	11,265,219	0	17,276,748	2,095,087	1,988,040	3,078,107	15,027,984	14,892,318	8,012,961	16,680,000	7,862	11,665,943	8,057,495	4,320,753	12,324,284

\*nouveaux engagements individuels sur engagements globaux en cours. \*\*nouveaux engagements individuels sur nouveaux engagements globaux.

SUMMARY of	NEW GLOBAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX															
	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE					FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1 <sup>st</sup> SEMESTER	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	ANNUAL TARGET					
NEW GLOBAL COMMITMENTS	4,800,000	4,800,000	0	4,800,000	80,600,000	17,000,000	88,000,000	0	0	0	8,600,000	0	8,800,000	0	4,750,000	4,750,000
TOTAL	360,648	340,948	0	360,648	23,011	23,011	23,011	0	0	0	23,011	0	23,011	0	441,293	215,140

SUMMARY of	REDUCTION OF OLD RAL - REDUCTION DU VIEUX RAL															
	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE					FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1 <sup>st</sup> SEMESTER	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	100% 50% 50% 0%	LOW	MEDIUM	HIGH	ANNUAL TARGET					
REDUCTION OF OLD RAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	360,648	340,948	0	360,648	23,011	23,011	23,011	0	0	0	23,011	0	23,011	0	441,293	215,140

SITUATION 31/12/2009	RISKS / PROFILES		TOTAL
	LOW	HIGH	
ALL RISKS / PROFILES	2,018,848,881	41,391,467	2,060,240,348
ALL RISKS / PROFILES - 2009	140,419,871	0	140,419,871
ALL RISKS / PROFILES - 2010	17,203,171	92,007	17,295,178
ALL RISKS / PROFILES - 2009 & 2010	157,623,042	92,007	157,715,049
	8.5%	0.2%	8.7%

SITUATION 31/12/2009	RISKS / PROFILES		TOTAL
	LOW	HIGH	
ALL RISKS / PROFILES	2,018,848,881	41,391,467	2,060,240,348
ALL RISKS / PROFILES - 2009	140,419,871	0	140,419,871
ALL RISKS / PROFILES - 2010	17,203,171	92,007	17,295,178
ALL RISKS / PROFILES - 2009 & 2010	157,623,042	92,007	157,715,049
	8.5%	0.2%	8.7%

SITUATION 31/12/2009	RISKS / PROFILES		TOTAL
	LOW	HIGH	
ALL RISKS / PROFILES	2,018,848,881	41,391,467	2,060,240,348
ALL RISKS / PROFILES - 2009	140,419,871	0	140,419,871
ALL RISKS / PROFILES - 2010	17,203,171	92,007	17,295,178
ALL RISKS / PROFILES - 2009 & 2010	157,623,042	92,007	157,715,049
	8.5%	0.2%	8.7%

SITUATION 31/12/2009	RISKS / PROFILES		TOTAL
	LOW	HIGH	
ALL RISKS / PROFILES	2,018,848,881	41,391,467	2,060,240,348
ALL RISKS / PROFILES - 2009	140,419,871	0	140,419,871
ALL RISKS / PROFILES - 2010	17,203,171	92,007	17,295,178
ALL RISKS / PROFILES - 2009 & 2010	157,623,042	92,007	157,715,049
	8.5%	0.2%	8.7%

SITUATION 31/12/2009	RISKS / PROFILES		TOTAL
	LOW	HIGH	
ALL RISKS / PROFILES	2,018,848,881	41,391,467	2,060,240,348
ALL RISKS / PROFILES - 2009	140,419,871	0	140,419,871
ALL RISKS / PROFILES - 2010	17,203,171	92,007	17,295,178
ALL RISKS / PROFILES - 2009 & 2010	157,623,042	92,007	157,715,049
	8.5%	0.2%	8.7%

**AFRICA**

Date	Accounting Number / Numéro Comptable	TITLE of Project / INTITULE du Projet	GLOBAL Commit / Engagemt GLOBAL	INDIVIDUAL COMMITMENT / ENGAGEMENT INDIVIDUEL			PAYMENT / PAIEMENT			DECOMMIT / 2009 DEGAGEMENT		CONTROL			
				Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions 2009		Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions 2009		Return to NIP / Retour au PIN	Return to Project / Retour au Projet	RAC	RAP
				Contracted / Contracté	RAC	2009	2009	Paid / Payé	RAP	2009	2009			after Forecast	after Forecast
				94 113 588	92 194 775	68 538 995	47 410 000	90 418 633	13 664 658	31 918 364	27 891 724	662 453	13 495		
2000	8ACP CA7	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	9,375,100	900	0	0	0	9,083,158	281,942	0	0	282,841	0	0	1
2000	8ACP CA10	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	7,000,000	30,378	0	0	0	6,969,622	0	0	0	30,378	0	0	0
2000	8ACP CA11	STABEX 99 COTTON NOT CARDÉ OR COMBED	1,694,670	0	0	0	0	1,694,670	0	0	0	0	0	0	0
2001	8ACP CA12	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	7,200,000	0	0	0	0	7,200,000	0	0	0	0	0	0	0
2001	8ACP CA13	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	9,200,000	0	0	0	0	9,200,000	0	0	0	0	0	0	0
2001	8ACP CA16	Franchise art 195 a - bois	109,780	0	0	0	0	109,780	0	0	0	0	0	0	0
2001	8ACP CA17	Franchise art 195 a - coton	92,913	0	0	0	0	92,913	0	0	0	0	0	0	0
2002	8ACP CA24	APPUI INSTITUTIONNEL A L'ENTRETIEN ROUTIER	2,628,000	4,050	0	0	0	2,621,950	0	0	0	4,050	0	0	0
2002	8ACP CA29	PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	4,150,000	4,127,432	0	0	0	3,995,705	131,727	10,687	0	51,603	0	0	92,005
2004	9ACP CA4	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	1,859,000	1,857,214	0	0	0	1,783,476	63,738	0	0	65,524	0	0	0
2004	9ACP CA5	APPUI A LA TRANSITION DEMOCRATIQUE	2,940,000	2,930,000	0	0	0	2,637,000	293,000	0	0	0	0	0	0
2005	9ACP CA6	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUI	7,530,000	7,317,017	100,000	0	0	6,853,150	463,867	523,867	40,000	0	0	10,000	283,000
2006	9ACP CA8	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA	5,000,000	4,901,000	0	0	0	3,300,000	1,601,000	1,601,000	0	0	0	0	0
2006	9ACP CA9	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	4,000,000	3,986,823	0	0	0	3,972,976	13,847	13,847	0	0	0	0	0
2006	9ACP CA10	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC	6,000,000	5,393,681	355,000	0	0	2,072,268	3,321,414	1,474,549	103,600	215,627	0	251,319	685,238
2006	9ACP CA11	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II	1,930,000	1,930,000	0	0	0	1,730,000	200,000	200,000	0	0	0	0	0
2006	9ACP CA12		2,500,000	2,059,714	340,000	0	0	1,587,231	472,484	763,379	0	0	113,785	113,785	-340,000

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**

Date	Accounting Number	Comptabilis	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commitment Engagement GLOBAL	INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL				PAYMENT PAIEMENT				DECOMMIT 2009 DEGAGEMENT		CONTROL		
					Situation 01/01/09	Contrat	RAC	Forecast / Provisions 2009	2010	Situation 01/01/09	Payé	RAP	Forecast / Provisions 2009	2010	Retour au NIP	Retour au PIN	Retour au Project
2006	9ACP CA13		RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT	4,800,000	3,884,242	615,758	420,000	0	178,630	3,705,611	2,757,001	1,080,125	0	0	0	186,788	-137,616
2006	9ACP CA14		APPU INSTITUTIONNEL ET DESENCALVEMENT DE LA RCA	55,000,000	4,187,177	50,812,823	45,669,996	0	1,401,223	2,785,954	10,898,798	219,459	0	0	0	4,912,827	-10,312,303
2007	9ACP CA17		RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES	7,600,000	7,600,000	0	0	0	7,600,000	0	0	0	0	0	0	0	0
2007	9ACP CA18		MULTILATERAUX ET RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES	1,600,000	1,600,000	0	0	0	1,600,000	0	0	0	0	0	0	0	0
2007	9ACP CA19		MULTILATERAUX ET RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES	4,400,000	4,180,367	219,633	70,000	0	4,149,808	30,559	39,749	5,500	2,410	0	0	149,633	-67,000
2007	9ACP CA20		CAONF I, DISPOSITIF APPUI ON RCA	2,000,000	115,000	1,885,000	1,600,000	100,000	83,847	31,153	401,153	600,000	0	0	0	185,000	-970,000
2007	9ACP CA21		AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS	9,500,000	329,885	9,170,115	5,287,000	2,350,000	159,066	170,819	1,794,954	25,160	0	0	0	1,033,115	-4,115,735
2007	9ACP CA22		PARCAN- APPUI RENF CAPACITES ASSEMB NAT	500,000	450,000	50,000	0	0	332,457	117,543	0	112,540	0	0	0	50,000	5,003
2008	10ACP CA1		PROGRAMME DE MICROREALISATION S II (PMR II)	7,000,000	0	7,000,000	3,700,000	360,000	0	0	740,000	117,600	0	0	0	2,940,000	-1,915,000
2008	10ACP CA2		FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE - FCT III	4,000,000	0	4,000,000	665,000	0	0	0	630,000	0	0	0	0	3,335,000	-612,000
2008	10ACP CA3		ASERCA II APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	17,000,000	0	17,000,000	5,590,000	5,300,000	0	0	5,500,000	550,000	0	0	0	6,000,000	-11,000,000
<b>NEW GLOBAL COMMITMENT - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX</b>																	
2009	10ACP xxx		avenant 10ACP CA 3	4,600,000			4,600,000	0			4,600,000	0			0	0	0
2009	10ACP xxx		Environnement	4,000,000			1,600,000	0			740,000	0			2,400,000	86,000	0
2009	10ACP xxx		Developpement urbain	10,000,000			4,000,000	0			1,600,000	0			6,000,000	2,400,000	0
2009	10ACP xxx		RESEJEP (justice)	10,000,000			3,000,000	0			1,100,000	0			7,000,000	1,900,000	0
2009	10ACP xxx		Poles de developpement	25,000,000			0	19,000,000			5,200,000	0			6,000,000	13,800,000	0
2009	10ACP xxx		Elections 2010	4,000,000			0	4,000,000			3,200,000	0			0	800,000	0
2009	10ACP xxx		Economie rurale	8,000,000			0	3,000,000			600,000	0			5,000,000	2,400,000	0



**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**

Date	Accounting Number Numéro Comptable	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commit Engagemt GLOBAL	INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL			PAYMENT PAIEMENT			DECOMMIT 2009 DEGAGEMENT		CONTROL				
				Situation 01/01/09	Forecast / Prévisions 2009	Forecast / Prévisions 2010	Situation 01/01/09	Paid Payé	Forecast / Prévisions 2009	Forecast / Prévisions 2010	Return to NIP Retour au PIN	Return to Project Retour au Projet	RAC after Forecast	RAP after Forecast		
				Contract / Contrat	RAC	Forecast / Prévisions 2009	Forecast / Prévisions 2010	Situation 01/01/09	Paid Payé	Forecast / Prévisions 2009	Forecast / Prévisions 2010	Return to NIP Retour au PIN	Return to Project Retour au Projet	RAC after Forecast	RAP after Forecast	
				94.113.589	82.184.775	68.506.996	47.410.000	60.418.930		13.684.659	31.918.384	27.881.724	682.433	13.489		
2009	10ACP xxx	CAONF III	3.000.000			0	2.000.000			0	400.000			1.000.000	1.600.000	
2009	10ACP xxx	AREMIF 2	3.500.000			0	2.000.000			0	700.000			1.500.000	1.300.000	
2010	10ACP xxx	Transport	9.500.000			0	0			0	0			9.500.000	0	

**Prévisions FED - RCA**



**SUMMARY of EDF FORECASTS - 2009 & 2010 - RESUME DES PREVISIONS FED**

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

**PAYMENTS - PAIEMENTS**

SUMMARY of PAYMENTS on ONGOING INDIV COMMIT - INDIV COMMIT on NEW PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET		
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED				
4,784,030	1,480,768	3,272,109	31,153	3,098,823	3,628,207	47,600	3,097,475	393,232	1,691,238	4,888,690
18,591,147	1,041,400	3,619,937	11,928,750	2,551,336	2,435,000	874,000	821,000	740,000	1,284,500	4,138,959
4,800,000	0	4,800,000	0	2,300,000	0	0	0	0	0	2,300,000
TOTAL	23,956,377	2,522,168	11,892,106	11,860,803	8,248,233	8,943,207	923,580	3,908,475	5,132,233	2,876,238

\*\*paiements sur nouveaux engagements individuels. \*\*\*paiements sur nouveaux engagements globaux

SUMMARY of PAYMENTS on ONGOING INDIV COMMIT - INDIV COMMIT on NEW PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET	
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED			
2,076,848	1,728,948	347,000	864,474	928,176	0	922,640	5,638	481,270	1,124,744
9,121,100	6,931,100	2,190,000	3,465,600	2,228,600	46,000	1,995,500	186,000	1,942,750	4,800,300
7,040,000	3,840,000	4,000,000	1,320,000	6,500,000	0	3,300,000	3,200,000	1,695,000	3,700,000
TOTAL	19,237,048	11,700,048	6,537,000	8,860,024	8,854,876	48,000	8,216,040	3,381,450	3,164,020

**NEW INDIVIDUAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS INDIVIDUELS**

SUMMARY of NEW INDIV ON ONGOING GLOBAL - NEW INDIVIDUAL on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET	
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED			
58,099,896	3,646,846	12,876,746	41,776,402	8,837,000	2,095,097	1,988,046	1,773,873	3,478,107	1,044,437
4,800,000	0	4,800,000	0	2,300,000	0	0	0	0	2,300,000
TOTAL	62,899,896	3,646,846	17,676,746	41,776,402	2,095,097	1,988,046	1,773,873	3,478,107	13,744,437

\*\*nouveaux engagements individuels sur engagements globaux en cours. \*\*\*nouveaux engagements individuels sur nouveaux engagements globaux

**NEW INDIVIDUAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS INDIVIDUELS**

SUMMARY of NEW INDIV ON ONGOING GLOBAL - NEW INDIVIDUAL on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET	
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED			
8,420,000	6,398,336	2,021,884	3,195,168	390,000	7,882	348,637	32,680	161,951	3,351,319
22,300,000	8,829,446	12,870,466	4,814,773	16,300,000	C	8,276,385	8,024,615	4,137,892	5,042,489
30,720,000	15,227,782	14,892,350	8,013,941	16,600,000	7,882	8,224,922	9,007,199	4,320,343	12,334,345

**NEW GLOBAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX**

SUMMARY of NEW GLOBAL ON ONGOING GLOBAL - NEW GLOBAL on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET	
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED			
4,800,000	4,100,000	0	0	4,800,000	97,900,000	63,500,000	17,000,000	99,000,000	93,600,000
TOTAL	4,800,000	4,100,000	0	0	4,800,000	97,900,000	63,500,000	17,000,000	99,000,000

**NEW GLOBAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX**

SUMMARY of NEW GLOBAL ON ONGOING GLOBAL - NEW GLOBAL on NEW GLOBAL COMMIT**	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET	
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED			
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**REDUCTION OF OLD RAL - REDUCTION DU VIEUX RAL**

SUMMARY of REDUCTION OF OLD RAL - REDUCTION DU VIEUX RAL	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED		
300,648	340,548	0	0	360,548	39,014	0	28,011	389,689
TOTAL	300,648	340,548	0	360,548	39,014	0	28,011	389,689

**DECOMMITMENTS - DEGAGEMENTS**

SUMMARY of DECOMMITMENTS - DEGAGEMENTS	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE						TOTAL	ANNUAL TARGET
	LOW	MEDIUM	HIGH	VERY HIGH	EXTREME	UNASSURED		
Return from the Project - 1 <sup>er</sup> Sem. 2009	444,293	0	0	0	0	0	0	444,293
Return from the Project - 2 <sup>nd</sup> Sem. 2009	218,145	0	0	0	0	0	0	218,145
TOTAL	662,438	0	0	0	0	0	0	662,438

**RAL SITUATION**

SUMMARY of RAL SITUATION	SUBTOTAL 30/09/2009	
	ALL PROJECTS	PROJECTS / PROJETS < 2009
Ongoing Global Commitments	186,306,363	41,449,363
To be contracted - Reste A Contracter	82,194,776	57,896
To be paid - Reste A Payer	13,894,659	423,670
To be Consumed - Reste A Consommer	188,486,434	481,809
% RAL / % GLOBAL COMMIT	17%	15%
Nbr of years to amortise RAL (Nbr d'années pour amortir le RAL)	10	10

SUMMARY of RAL SITUATION	SUBTOTAL 30/09/2009	
	ALL PROJECTS	PROJECTS / PROJETS < 2009
ALL PROJECTS	248,848,881	41,391,407
To be contracted - Reste A Contracter	140,419,871	0
To be paid - Reste A Payer	17,293,171	92,007
To be Consumed - Reste A Consommer	197,000,000	92,000
% RAL / % GLOBAL COMMIT	63%	16%

**RIDERS - AVEVANTS**

SUMMARY of RIDERS - AVEVANTS	SUBTOTAL 30/09/2009	
	ALL PROJECTS	PROJECTS / PROJETS < 2009
Colling Increase Riders / Augmentation de Prévisions Colling Increase Riders / Prévisions des collings	4,800,000	1
Extrusion Sator / Extrusion de Sator	0	0
Budgetary Allocation on Extrusion Sator / Allocation budgétaire sur Extrusion Sator	0	1
Number of Projects / Nombre de Projets	0	2



# Lignes budgétaires thématiques

Dét.	PAYS		Code	Intitulé	PREVISIONS SUR CONTRATS EN COURS		Nouv. CONTRATS sur PROJETS EN COURS (Y compris appels à propositions locaux)		Nouv. CONTRATS sur PROJETS A DECIDER EN 2009	
	CENTRAL AFRICAN REPUBLIC				2009 Sem. 1	2009 Sem. 2	2009 Sem. 1	2009 Sem. 2	2009 Sem. 1	2009 Sem. 2
CF 19.0401		EIDHR		Démocratie et Droits de l'Homme						
CF 19.0405 + 19.0403		DDH		DDH - Complétion						
CF 19.060102		MAP		MAP - Complétion			300.000			
CF 19.0603		DRG ou IFS		Intervention pour lutter contre le crime transnational, trafic, drogue						
CF 21.0201		FOOD		Sécurité Alimentaire	2.624.844					
CF 21.0301		NSAED-NSAPVD		Aide Alimentaire - Complétion						
CF 21.0302		DCH-NSA		Auteurs non-étatiques de Développement	1.809.713					
CF 21.0401 + 21.0205		ENV ou DC-ENV		Autorités locales et Dév. Environnement	33.240				2.150.000	
CF 21.0406		PP-AP		Gestion des Eaux dans les PVD					350.000	
CF 21.050101		DCH-SANTE		Santé						
CF 21.050102		DCH-EDUC		Enseignement						
CF 21.050103		DCH-HUM		Dév. humain et social						
CF 21.050104		DCH-GENRE		GENRE	338.429					
CF 21.0503		SAWITE - GENRE - EDUCATION		Dév. humain et social-Compl	411.453					
CF 21.0602 + 21.0317		AFS		SOUTH AFRICA						
CF 21.0603		SUCRE		SUCRE						
CF 21.0605 + 21.0318		BAN		BANANES						
CF 19.060101		FRM - IFS		Stability-Rapid React - Mecan.	395.751					
CF 21.010420+21.0702		GREENLAND		Cooperation with Greenland				4.800.000		200.000
CF 21.080400		REH		Réhabilitat/ Réfugiés						
CF 21.080100		EVA		Evaluation						
CF 21.080200		INFO		Informatic & coordinat (DG DEV)						
CF 19.010407		BA - EIDHR		Crédits BA-gestion administrative	34.897					
CF 21.010401		BA - FOOD		Crédits BA-gestion administrative	4.772					
CF		TOTAL PAYS			5.633.059	300.000		4.800.000	200.000	0
CF									2.500.000	0

Pipeline: commitment planning (global decisions)

Table 1 - Budget

**Country:**

République Centrafricaine

	2009												2010		Amount of proposal in million €	Budget line				
	Jan	Feb	Mar	Apr	May	June	Jul	Aug	Sept	Oct	Nov	Dec	1st semester	2nd semester						
<b>aPRGF</b>																				
a) forecast (January)		FI										signature							3.5	FED - env.
<b>Services publics dans les Pôles De Développement / gouvernance locale</b>																				
a) forecast (January)							FI					signature							28	FED - env.
<b>Projet justice /police (RESEJEP)</b>																				
a) forecast (January)							FI					signature							10	FED - env.
<b>Projet Economie rurale (PMR3)</b>																				
a) forecast (January)							FI					signature							8	FED - env.
<b>Elections 20013</b>																				
a) forecast (January)							FI					signature							4	FED - env.
<b>CAONF 3</b>																				
a) forecast (January)							FI					signature							3	FED - env.

PIF = Submission of Project Identification Fiche (where applicable)  
DFP = Submission of Draft Financing Proposal to HQ

Please fill in the table indicating with an \* the projects/programs the preparation of which would require support from Headquarters providing details in part 2 of the Management Plan (including support needed after the adoption of Annual Action Plans, where appropriate)

# Paiements réalisés en 2008 en RCA

## Distribution par bailleur de fonds et par champs d'intervention

### Tableau détaillé

Code	Champs d'intervention (C1)												Total	Cumulé	
	Autres (A00)	Allogement et écoles (A01)	Équipement et santé (A02)	Autres services sociaux (A03)	Énergie et transport (A04)	Industrie et services (A05)	Services de santé (A06)	Industrie et services (A07)	Industrie et services (A08)	Industrie et services (A09)	Industrie et services (A10)	Industrie et services (A11)			
AFRICA	15,204,653	13,003,370	15,011,527	15,273,310	4,573,530	4,573,530	19,038,403	3,300,531	1,930,376	3,068,102	3,068,102	4,573,530	15,204,653	29,578,183	29%
AMER	4,651,711	4,885,813	17,464	1,900,336	1,809,813	17,464	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	4,651,711	11,929,894	40%
ASIA	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	3,618,672	12%
AUSTRAL	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	7%
EUROPE	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	7%
PACIFIC	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
ASIE	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
AUTRES	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
AUTRES	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
AFRICA	15,204,653	13,003,370	15,011,527	15,273,310	4,573,530	4,573,530	19,038,403	3,300,531	1,930,376	3,068,102	3,068,102	4,573,530	15,204,653	29,578,183	29%
AMER	4,651,711	4,885,813	17,464	1,900,336	1,809,813	17,464	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	1,809,813	4,651,711	11,929,894	40%
ASIA	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	3,618,672	12%
AUSTRAL	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	7%
EUROPE	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	7%
PACIFIC	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
ASIE	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
AUTRES	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%
AUTRES	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	1,809,336	6%

Tableau détaillé des paiements réalisés en 2008 en RCA, distribué par bailleur de fonds et par champs d'intervention. Le tableau comprend les codes des bailleurs de fonds, les montants versés dans douze champs d'intervention, le total par bailleur, et le cumul des paiements jusqu'à ce bailleur. Les pourcentages indiqués à la fin de chaque ligne correspondent au pourcentage du total des paiements réalisés en 2008 en RCA.

# Paiements réalisés en 2008 en RCA

## Distribution par bailleur de fonds et par champs d'intervention

	Aide humanitaire (700)	Gouvernement et société civile (150)	Santé (120)	Aide- programme et aide sous forme de produits (500)	Politique en matière de population / santé et fertilité (130)	Infrastructure et services sociaux divers (160)	Transports et entreposage (210)	Actions se rapportant à la dette (600)	Distribution d'eau et d'assainissement (140)	Agriculture (311)	Autres	Total	Cumulé
AIDCO	1,100,374	15,650,127	1,231,315		586,012	3,459,572	5,465,448	2,833,550	798,138	2,388,070	6,727,924	40,247,530	25%
USAID	15,204,653			12,036,409							0	15,204,653	9%
FMI		3,478,888			1,510,031		1,791,776	3,008,102			0	15,045,511	9%
AID			2,481,161		4,488,346				3,207,378			1,642,323	9%
GFATIM	1,851,711	4,685,813	12,464			3,689,762						11,630,396	7%
CF	4,484,403		1,904,338		718,651		415,208			172,469		9,527,199	6%
PAM		1,906,985						508,529				6,398,739	4%
ADF		2,401,737	2,161,250			17,263	258,944			2,034,118		6,356,618	4%
BMTF	3,822,855	203,628	279,494		152,351							4,889,184	3%
Unspécifié	3,900,627		40,201									138,779	3%
EGHO									76,754			515,066	3%
UIS		3,792,176			4,075	318,618						3,792,176	2%
PNUD	464,258	2,590,908										630,476	2%
UNICEF	2,400,000	483,205	1,101,946									3,544,077	2%
JICA			7,315						21,369			530,051	2%
UNFPA		177,157	519,255		1,290,988	155,699						2,610,829	2%
AUTRES	11,193,303	439,451	3,517,234	0	374,816	60,561	58,807	0	567,519	17,115	94,415	2,237,514	1%
Total	44,432,184	32,027,899	17,048,147	12,036,409	8,426,619	8,424,116	7,990,183	6,353,181	4,671,158	4,611,772	3,261,290	19,490,096	12%
Cumulé	44,432,184	76,460,083	93,508,230	105,544,639	113,971,258	122,395,374	130,385,557	136,738,738	141,409,896	146,021,668	163,135,863	163,135,863	100%
	27%	47%	57%	65%	70%	75%	80%	84%	87%	90%	100%	100%	100%





Donor disbursements as per 31/12/2008

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(K)	(L)
Code	Donor Name	Account No.	Disbursement Date	Amount (USD)	Amount (CHF)	Amount (EUR)	Amount (GBP)	Amount (JPY)	Amount (CAD)	Amount (AUD)	Amount (NZD)
AUDGO	USAID			1,100,374							
FMI					2,835,558						
AID				12,036,408							
GFAMM					3,099,102						
CF											
PRM				1,851,711							
ADF				4,494,403							
BMTF					508,528						
Unspecified											
ESHO				3,822,855							
UIS											
PNUD				13,900,697							
UNICEF											
TICA				464,258							
UNFPA				2,400,000							
MAE (JPN)											
CERF				1,006,605							
ARD				1,245,097							
ARL											
ARL				1,110,842							
CIDA											
China				4,131,718							
ODD											
FE				1,043,113							
OGGS											
MAE (NLD)				1,000,000							
SIDA				898,415							
MAE (FIN)				751,486							
Donneurshij				602,195							
UNICEF Natcom France				560,817							
MAE (NOR)				95,353							
UNICEF Natcom Suisse				447,132							
SDC											
MAE (DNK)				320,962							
STATE (USA)				264,108							
GAZI											
Autre				23,243							
SNSA				217,033							
TCO				211,238							
AOP				133							
OCHA											
FEM				97,097							
Fondation Gates											
FCP				92,467							
Fonds AG											
UNESCO											
ACF				40,565							
UA											
KCBF											
UNICEF Natcom Suisse											
FRACI											
MFA (SWE)				25,487							
Atterragne											
TMS											
FAO				3,325							
HCK				2,672							
PIOC											
AA				600							

Donateur	(1.90)	(1.63)	(1.90)	(1.63)	(1.90)	(1.63)	(1.90)	(1.63)
AUDCO	598,013	798,139	15,650,127	3,459,572	5,465,448	40,247,530	23%	23%
USAID						15,204,653	9%	9%
AID	1,510,031	3,207,378	3,478,888		1,791,776	15,045,511	8%	41%
GFATM	4,498,346			3,693,752		11,630,396	7%	48%
CF			4,685,813	718,651	415,208	10,673,259	6%	54%
PARM						9,527,199	6%	59%
ADF						6,398,739	4%	63%
BMTF						6,356,618	4%	67%
Unspecified						4,839,194	3%	70%
ESHO	152,351		2,401,737	17,263	258,944	4,597,107	3%	72%
UIS		76,754				4,532,648	3%	75%
PNUD	4,075					3,792,176	2%	77%
UNICEF		21,369	2,590,908	318,618		3,544,077	2%	78%
JICA			493,205			2,610,829	2%	81%
UNFPA	1,290,988					2,408,317	1%	82%
MAE (JPN)			177,157	155,699		2,237,514	1%	83%
CERF						2,013,210	1%	84%
AFD	13,377	306,277				1,970,277	1%	87%
Aide tripartite	190,465					1,411,359	1%	86%
China		63,548				1,370,996	1%	88%
DFID			16,625			1,291,452	1%	88%
FF			17,767			1,103,722	1%	88%
DGCS	170,974					1,043,985	1%	90%
MAE (NLD)				21,817	58,807	1,000,000	1%	91%
SIDA						898,415	1%	91%
MAE (FIN)						751,496	0%	92%
Donneur privé						602,199	0%	92%
UNICEF NATCOM France						560,817	0%	93%
MAE (NGR)						447,985	0%	93%
SDC						447,132	0%	93%
MAE (DNK)						320,962	0%	93%
STATE (USA)						264,108	0%	94%
GAZI						260,066	0%	94%
Autre		6,833				234,708	0%	94%
SRSA						217,033	0%	94%
TCO						211,238	0%	94%
ADF		185,346				185,479	0%	94%
OCIA		5,514				135,192	0%	94%
FERM						118,082	0%	94%
Fondation Gates						112,224	0%	94%
FCP						109,625	0%	94%
Fonds AG			85,361			65,361	0%	94%
UNESCO						55,043	0%	94%
ACE				1,336		47,535	0%	94%
UA						40,565	0%	95%
ACEF			38,366			38,366	0%	95%
UNICEF NATCOM Suisse				37,408		37,408	0%	95%
FASCI						33,096	0%	95%
INFA (SWE)			815			30,155	0%	95%
Allernagne						25,487	0%	95%
Unis						23,089	0%	95%
FAO						13,675	0%	95%
MCR						8,381	0%	95%
PIDC						2,672	0%	95%
AA						654	0%	95%
						600	0%	95%

	(180)	(180)	(180)	(180)
Dominic				
DOCO (BEL)				
MAE (ESP)				
RMZ				
MAE (LUX)				
CR				
MAE (FRA)				
OIF				
TOTAL	8.830,045	4.782,281	33.208,361	8.928,178

	600	600	0%	95%
	372	372	0%	95%
	300	300	0%	95%
	250	250	0%	95%
	64	64	0%	95%
	0	0	0%	95%
	0	0	0%	95%
	172,396,106	172,396,106	100%	95%

Rapport généré le 13 Mar 2009 12:04

